



# REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, PROGRAMMES & PARTENAIRES POTENTIELS

BURKINA FASO – ANNEXES

ALTAI CONSULTING POUR LE FFU – 2022



Financé par  
l'Union européenne



## 1. LISTE DES ACTEURS RENCONTRES

Les différents témoignages ont été recueillis sur consentement verbal et conformément aux principes de confidentialité et d'anonymat.

Type d'acteur	Organisation	Position	Date de la (dernière) rencontre
<b>FFU</b>	<b>DUE</b>	Chargée de programme migration Chargé de programme formation professionnelle Chargé de programme secteur privé	27/06/2022
<b>Partenaire Gouvernemental</b>	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	Directeur Général de l'Insertion Professionnelle et de l'Emploi Directeur Général de la Formation Professionnelle Directeur Général des Etudes Statistiques Sectorielles Directeur Général de la Promotion de l'Entrepreneuriat des jeunes	27/06/2022
	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation	Directeur Général	16/06/2022
	Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi	Directeur Général	15/06/2022
	Agence Nationale de la Formation Professionnelle	Directeur Général	20/06/2022
	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso	Cheffe du service de renforcement de capacité Agents	27/06/2022
	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques	Directeur Général de la Formation et de l'Organisation du monde rural Directeur Général des ressources animales	15/06/2022
	Secrétariat Permanent de la Promotion de l'Inclusion Financière	Chef du département d'étude statistique et d'évaluation Chef du département des politiques, partenariats et de la coordination des interventions	08/07/2022
	Secrétariat Permanent Youth Connekt Burkina	Secrétaire permanent	17/06/2022
	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	Directeur des Politiques de population	24/06/2022
	Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina	Directeur de la Formation Professionnelle	16/06/2022
	Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIJ)	Directeur	13/07/2022

	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA)	Ingénieur de formation	22/06/2022
	Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE)	Directrice	23/06/2022
	Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)	Directeur	23/06/2022
<b>PTF</b>	OIM	Chargé de AVRR	16/06/2022
	Expertise France	Coordinatrice des Programmes Emploi Formation Professionnelle	08/07/2022
	AFD	Chargée de programme	08/07/2022
	UNCDF	Responsable Pays, Inclusion Financière et Numérique	24/06/2022
	FAO	Chargés de projet	22/06/2022
	Banque Mondiale	Responsable pays Chargé de développement du secteur privé	22 & 23/06/2022
	Banque Africaine de Développement	Chargée de programme pays Chargée de développement social Chargée de projet	30/06/2022
	GIZ	Coordonnateur National ProEmploi	24/06/2022
	ENABEL	Intervention manager Entrepreneuriat	13/07/2022
	LuxDev	Chargé de programme Chargé de projet	24/06/2022
	Coopération Suisse	Chargé de Programme Formation Professionnelle	21/07/2022
	SNV	Directeur adjoint Burkina Faso Chargés de projet	14/07/2022
	<i>Alliance For Responsible Mining</i>	Chargé de projet	30/06/2022
	TRIAS	Directeur régional Chargés de projet	21/07/2022
	Coopération autrichienne (ADA)	Team leader projet TUUMA	27/07/2022
	<b>Entreprise</b>	SINERGI	Chargé de projet
<b>Centre de formation professionnelle</b>	Centre de Promotion des Animaux villageois	Directeur	22/06/2022
	CFP-VALBA	Directeur	14/06/2022
	COFEC	Directeur adjoint	15/06/2022
	Wendbenedo	Directeur	14/06/2022
	Québec-Afrique	Chargé de la Formation Professionnelle	13/06/2022
	ANFP CRPF Dassagho	Directeur	24/06/2022
	ANFP CRPF Tenkodogo	Directeur	05/07/2022
	ANFP CRPF Manga	Directeur	14/07/2022

	ANFP CFPF Koupéla	Directeur	08/07/2022
	ANFP CFPF Saponé	Directeur	18/07/2022
	ANFP CFPF Pô	Directeur	13/07/2022
	Centre de Promotion Rurale de Bissiri	Directeur	15/07/2022
	CFPR Ziniaré	Responsable des études	20/07/2022
	CEFPO	Directeur	26/06/2022
	Centre de Formation aux métiers PK Victor	Directeur	13/07/2022
	CPF Beog-Yinga de Nacombogo	Directeur	15/07/2022
	CFPF Saint Thomas D'Aquin	Directeur	06/07/2022
	Association Kis-wend Sida pour l'Enfance et la Jeunesse de Pouytenga	Directeur	08/07/2022
	Maison de la Femme Tenkodogo	Directeur	06/07/2022
	Wend YELSOMDE.	Directeur	06/07/2022
	Centre Paas- Panga/Lazarcom	Directeur	07/07/2022
	Centre Thévenoud	Directeur	01/07/2022
<b>Agences de placements dans l'emploi</b>	3M Solutions	Directeur	21/07/2022
	Bel Emploi	Directeur	21/07/2022
	COGENT International	Directeur	27/07/2022
	SAER emploi	Directeur	22/07/2022
	Upright Partners	Directeur	29/07/2022
	WAESC	Directeur	22/07/2022
	WAPSCO	Directeur	28/07/2022
	RMO Job center	Directeur	26/07/2022
<b>OSC</b>	Agence Nationale des Centres Privés de Formation Professionnelle (ANCPFP)	Président	01/07/2022
	Conseil National du Patronat Burkinabè	Chargé de programme	27/06/2022
	BeoogoLAB	Directeur	21/06/2022



## 2. FICHES PARTENAIRES

Les Fiches Partenaires présentent les partenaires potentiels en mesure de participer à la réintégration des migrants de retour dans le cadre des prochaines phases de programmation de l'Union européenne. Ces structures ont été sélectionnées sur la base d'un ensemble de critères incluant :

- La qualité de l'accompagnement proposé, mesurée par le taux d'insertion sur le marché de l'emploi des bénéficiaires de ces institutions ;
- L'adéquation des critères de sélection des bénéficiaires avec le profil des migrants de retour ;
- L'expérience de ces institutions dans l'accompagnement de publics vulnérables ;
- La disponibilité à court ou moyen terme de ces institutions à intégrer des migrants de retour dans leur programmation.

### 2.1. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle

#### PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

##### Fiche Partenaire 1 : Centre Régional de Formation Professionnelle Dassangho

Centre ANFP Dassangho	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement et Coopération chinoise
<b>Organisation et gouvernance</b>	Le Conseil d'administration de l'ANFP est l'instance dirigeante située à Ouagadougou, qui nomme des directeurs. Le centre ne dispose que de peu d'autonomie stratégique par rapport à l'ANFP.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : entre 75 000 et 175 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux. Selon l'ANFP, le coût total d'une formation pour une année en CQP s'élèverait à 800 000 FCFA environ.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	900 personnes dont 600 en formation de type résidentiel.
<b>Stratégie de communication</b>	Réseaux sociaux, radio et accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	11 formations métiers disponibles : <ul style="list-style-type: none"><li>- Maçonnerie/construction ;</li><li>- Mécanique Cycles et motocycles ;</li><li>- Électricité Bâtiment ;</li><li>- Mécanique automobile ;</li><li>- Construction métallique ;</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plomberie sanitaire ;</li> <li>- Menuiserie Bois ;</li> <li>- Coupe-couture ;</li> <li>- Maintenance Informatique et Bureautique ;</li> <li>- Froid et Climatisation ;</li> <li>- Dessin Bâtiment.</li> </ul> <p>Les formations les plus demandées sont les suivantes : Mécanique automobile, Électricité bâtiment, Coupe/couture, Plomberie et Construction métallique.</p>
<b>Conditions d'entrée</b>	<p>Conditions similaires dans tous les centres ANFP : centre très ouvert. Niveau minimum requis CM2 puis sélection sur dossier avec entretien.</p> <p>15% à 20% des candidats non-admis en moyenne, allant jusqu'à 50% dans les métiers les plus demandés.</p>
<b>Déroulé des formations</b>	<p>Variable en fonction des types de formation et des niveaux.</p> <p>Quatre types de formation possibles : formation résidence, duale, modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF) et de perfectionnement.</p> <p>Deux niveaux de formation proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) à l'issue de 2 ans de formation au minimum.</li> <li>- Brevet de qualification professionnelle (BQP) après 1 ou 2 ans de formation.</li> </ul>
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	70% de pratique et 30% de théorie
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.
<b>Curricula</b>	<p>Les référentiels sont élaborés par la DGFP et la plupart sont certifiés par la Commission Nationale de Certification (sauf Dessin bâtiment, Froid et climatisation).</p> <p>Un module sur l'entrepreneuriat sera bientôt ajouté (1 semaine).</p> <p>Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Comme dans tous les centres ANFP, le renforcement des compétences techniques des formateurs s'avère nécessaire, aussi bien sur la méthode d'apprentissage que sur les aspects techniques.</p> <p>Des interprètes sont disponibles pour la traduction du français vers les langues locales en cas de besoin.</p>
<b>Certification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CQP ;</li> <li>- BQP ;</li> <li>- Certificat de formation pour les référentiels de formation non validés par la CNC.</li> </ul> <p>Volonté de développer les formations de niveau Brevet de technicien (BT) et Brevet de Technicien Spécialisé (BTS).</p> <p>La quasi-totalité des candidats sont reçus chaque année.</p>
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	<p>Absence de per diem.</p> <p>Les abandons en cours de formation restent marginaux et principalement motivés par des raisons personnelles.</p>

<b>Suivi post-formation</b>	<p>Comme dans tous les centres ANFP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre.</li> <li>- Absence de structure de suivi post-formation.</li> <li>- Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes.</li> <li>- Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandations, accompagnement)</li> <li>- Sur une base <i>ad hoc</i> et en fonction des projets d'appui des PTF, des kits d'installation peuvent être fournis.</li> </ul>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	<p>Absence de base de données établie par le centre relative à l'insertion de ses diplômés. Les études produites à partir de sondages réalisés par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion supérieur à la moyenne des jeunes sortants des centres ANFP.</p> <p>Ce centre présente un taux d'insertion de l'ordre de 50% (saliariat ou auto-emploi), et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis.</p> <p>Ressources humaines limitées : une même personne est chargée du suivi-évaluation de la formation et du suivi accompagnement des jeunes.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Profil des bénéficiaires relativement similaires à celui des migrants de retour (hommes jeunes).</p> <p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante). Le cas échéant, l'apprenant dispose d'un certificat de formation et non d'un titre de formation officiel (CQP, BQP).</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	<p>Importante par rapport au nombre de migrants de retour.</p> <p>Ce centre est le plus important du réseau ANFP et accueille environ 1/4 de ses apprenants.</p>
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	<p>Aucun au niveau du centre.</p> <p>Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent au sein du Conseil d'administration.</p>
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	<p>Relation avec l'ANPE à l'occasion de tests de recrutement : les formateurs du centre réalisent régulièrement la sélection de candidats présentant leurs candidatures dans le cadre de recrutements gérés par l'ANPE pour des entreprises tierces.</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	<p>Besoin de renforcement des compétences des formateurs, du plateau technique et des infrastructures compte tenu du grand nombre d'apprenants.</p>
<b>Autres remarques</b>	<p>Le centre a, par le passé, bénéficié de l'appui d'un certain nombre de PTF, dont il serait judicieux qu'ils soient concrétisés ou reconduits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une unité mobile de formation avait été imaginée avec l'appui du PEJDC de la Banque mondiale, mais était restée à l'état de projet.</li> <li>- Un appui avait également été apporté par la Coopération suisse pour le développement des formations duales.</li> </ul>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Alassanne Gamsoré, directeur
<b>Contact</b>	+226 64 48 66 37

Centre ANFP de Tenkodogo	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre-Est
<b>Villes</b>	Tenkodogo
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement, APOSE, ENABEL
<b>Organisation et gouvernance</b>	Le Conseil d'administration de l'ANFP est l'instance dirigeante située à Ouagadougou, laquelle nomme des directeurs. Le centre ne dispose que de peu d'autonomie stratégique.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : environ 60 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux. Le coût total d'une formation d'une année en CQP s'élève, selon l'ANFP, à 800 000 FCFA environ.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés.
<b>Capacité totale</b>	300 personnes
<b>Stratégie de communication</b>	Réseaux sociaux, radio et accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	7 métiers proposés : Coupe couture ; Mécanique automobile ; Mécanique deux roues ; Menuiserie métallique et aluminium ; Coiffure esthétique ; Maçonnerie construction ; Électricité bâtiment (y compris solaire).
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions similaires dans tous les centres ANFP : centre très ouvert. Niveau minimum requis CM2 puis sélection sur dossier avec entretien. Certaines filières sont très sélectives en raison d'une forte demande, en particulier Électricité-bâtiment (plus de 50% des candidats refusés).
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des niveaux et types de formation. Trois types de formation possibles : formation résidence, modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF) et de perfectionnement. Deux niveaux de formation dispensée : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) à l'issue de 2 ans de formation au minimum.</li> <li>- Brevet de qualification professionnelle (BQP) après 1 ou 2 ans de formation.</li> </ul>
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	70% de pratique et 30% de théorie
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.
<b>Curricula</b>	Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC). Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de



	personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).
<b>Formateurs</b>	Comme dans tous les centres ANFP, le renforcement des compétences techniques des formateurs s'avère nécessaire, aussi bien sur la méthode d'apprentissage que sur les aspects techniques. Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.
<b>Certification</b>	CQP et BQP. La quasi-totalité des candidats sont reçus (entre 85 et 100% pour le CQP l'année passée).
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem. Les abandons en cours de formation restent marginaux et principalement motivés par des raisons personnelles.
<b>Suivi post-formation</b>	Comme dans tous les centres ANFP : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre. Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes.</li> <li>- Absence de structure de suivi post-formation mais une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandations, accompagnement)</li> </ul>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre. Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion des centres ANFP situé entre 26 et 44% (salarial ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation/métiers choisis. La maçonnerie serait une filière très concurrentielle.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Expérience passée de formation de migrants de retour, dans le cadre de l'IC UE-OIM. Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes) Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante). Le cas échéant, l'apprenant dispose d'un certificat de formation et non d'un titre de formation officiel (CQP, BQP). En mesure d'accueillir des publics vulnérables : référencements pour formation professionnelle depuis : le Fonds Enfants et l'Action Sociale
<b>Capacité d'absorption</b>	Moyenne par rapport au nombre de migrants de retour : autour de 60 apprenants en première année.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Aucun au niveau du centre. Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent au sein du Conseil d'administration.
<b>Partenariats avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Relation avec l'ANPE à l'occasion de recrutement pour le compte d'entreprises privées et publiques.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcement des compétences des formateurs en priorité. Besoin d'un psychologue selon le directeur.
<b>Autres remarques</b>	Les apprenants acquièrent les bases sur l'entrepreneuriat, notamment grâce à ENABEL qui fournit du matériel pour certains élèves en fin de formation.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Directeur du centre : Ouboulbiga Y Donald
<b>Contact</b>	+226 66 87 88 91/ 78 86 70 82

## Fiche Partenaire 3 : Centre Régional de Formation Professionnelle de Manga

Centre ANFP de Manga	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre-Sud
<b>Villes</b>	Manga
Structure	
<b>Type de structure</b>	Public
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement, APOSE
<b>Organisation et gouvernance</b>	Peu d'autonomie stratégique des centres par rapport à l'ANFP. Le Conseil d'administration de l'ANFP est l'instance dirigeante située à Ouagadougou, qui nomme des directeurs.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : environ 60 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux. Le coût de formation total d'une année en CQP serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon l'ANFP
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Environ 150 personnes.
<b>Stratégie de communication</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	5 métiers proposés : Coupe couture ; Mécanique automobile ; Mécanique deux roues ; Construction métallique ; Électricité bâtiment.
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions similaires dans tous les centres ANFP : centre très ouvert. Niveau minimum requis CM2 puis sélection sur dossier avec entretien. Certaines filières refusent des candidats, en particulier, Coupe-couture et Electricité-bâtiment.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des niveaux et types de formation. Trois types de formation possibles : formation en résidence, modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF), et de perfectionnement. Deux niveaux de formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) à l'issue de 2 ans de formation au minimum.</li> <li>- Brevet de qualification professionnelle (BQP) après 1 ou 2 ans de formation.</li> </ul>
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	80% de pratique et 20% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.

<b>Curricula</b>	<p>Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC).</p> <p>Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Comme dans tous les centres ANFP, le renforcement des compétences techniques des formateurs s'avère nécessaire, aussi bien sur la méthode d'apprentissage que sur les aspects techniques.</p> <p>Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.</p>
<b>Certification</b>	CQP et BQP. La totalité des candidats en CQP ont été reçus ces dernières années.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	<p>Absence de per diem.</p> <p>Abandons marginaux (&lt;10%) : principalement pour non-paiement des frais de scolarité</p>
<b>Suivi post-formation</b>	<p>Comme dans tous les centres ANFP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre. Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes.</li> <li>- Absence de structure de suivi post-formation. Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandation, accompagnement)</li> </ul>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	<p>Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre.</p> <p>Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion des centres ANFP situé entre 26 et 44% (saliariat ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis.</p> <p>Ce centre estime que son taux d'insertion était de 71% l'année passée.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Expérience passée de formation de migrants de retour, dans le cadre de l'IC UE-OIM.</p> <p>Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes)</p> <p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante). Le cas échéant, l'apprenant dispose d'un certificat de formation et non d'un titre de formation officiel (CQP, BQP).</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	Moyenne par rapport au nombre de migrants de retour : autour de 60 apprenants en première année.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	<p>Aucun au niveau du centre.</p> <p>Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent au sein du Conseil d'administration.</p>
<b>Partenariat avec les mécanismes d'intermédiation</b>	Les apprenants acquièrent les bases de l'entrepreneuriat grâce à un partenariat avec l'ANPE.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcement des compétences des formateurs en priorité, d'ouverture de nouvelles filières de formation (Maçonnerie, Informatique) et d'un meilleur accompagnement post-formation.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Directeur du centre : Guiro Idrissa
<b>Contact</b>	+226 70 05 86 99

## Fiche Partenaire 4 : Centre Provincial de Formation Professionnelle de Koupéla

Centre ANFP de Koupéla	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre-Est
<b>Villes</b>	Koupéla
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement et APOSE (ouverture de nouvelles filières métiers : Coupe-couture et Électricité/bâtiment)
<b>Organisation et gouvernance</b>	Peu d'autonomie stratégique des centres par rapport à l'ANFP Le Conseil d'administration de l'ANFP est l'instance dirigeante située à Ouagadougou, qui nomme des directeurs.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : environ 45 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux Le coût de formation total pour une année en CQP serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon l'ANFP
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Seulement 15 personnes actuellement en formation sur une capacité d'accueil de 70 apprenants.
<b>Stratégie de communication</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	1 métier proposé : Mécanique automobile
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions similaires dans tous les centres ANFP : centre très ouvert. Niveau minimum requis CM2 puis sélection sur dossier avec entretien. Très faible taux de candidatures refusées.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des types de formation. Deux types de formation possibles : formation en résidence et modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF) et les apprenants les moins éduqués Formation de niveau Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) à l'issue de 2 ans de formation au minimum
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	80% de pratique et 20% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.
<b>Curricula</b>	Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC). Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).

<b>Formateurs</b>	Comme dans tous les centres ANFP, le renforcement des compétences techniques des formateurs s'avère nécessaire, aussi bien sur la méthode d'apprentissage que sur les aspects techniques. Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.
<b>Certification</b>	CQP. Taux d'échec au CQP supérieur aux autres centres régionaux de l'ANFP.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem. Abandons marginaux.
<b>Suivi post-formation</b>	Comme dans tous les centres ANFP : - Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre. - Absence de structure de suivi post-formation. - Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes. - Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandation, accompagnement)
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre. Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion des centres ANFP situé entre 26 et 44% (salarier ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis. Ce centre prétend que son taux d'insertion était de 75% l'année passée.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Profil de bénéficiaires relativement similaires à celui des migrants de retour (hommes jeunes) Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante). Le cas échéant, l'apprenant dispose d'un certificat de formation et non d'un titre de formation officiel (CQP).
<b>Capacité d'absorption</b>	Faible par rapport au nombre de migrants de retour : autour de 35 apprenants en première année par classe.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Aucun au niveau du centre. Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent au sein du Conseil d'administration.
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun, selon le directeur du centre.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcement des compétences des formateurs en priorité, d'ouverture de nouvelles filières de formation (en particulier électricité/bâtiment) et d'un meilleur accompagnement post-formation.
<b>Autres remarques</b>	Certains apprenants acquièrent les bases de l'entrepreneuriat lorsque des sessions de formation sont organisées par le MSJE à proximité. Des formations mobiles sont possibles.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Le poste de directeur du centre est actuellement non pourvu. Le point focal pour cette étude était le directeur du Centre régional de Tenkodogo : Ouboulbiga Y Donald
<b>Contact</b>	+226 66 87 88 91/ 78 86 70 82



## Fiche Partenaire 5 : Centre Provincial de Formation Professionnelle de Saponé

Centre ANFP de Saponé	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre-Sud
<b>Villes</b>	Saponé
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement, APOSE (construction de bâtiments et équipements de formation dans le solaire), association Budyam (accompagnement en matériel pour les sortants)
<b>Organisation et gouvernance</b>	Le centre est opérationnel depuis 2 ans seulement. Peu d'autonomie stratégique des centres par rapport à l'ANFP Le Conseil d'administration de l'ANFP est l'instance dirigeante située à Ouagadougou, qui nomme des directeurs.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : environ 45 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux Le coût de formation total d'une année en CQP serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon l'ANFP
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Actuellement, seulement une quarantaine d'apprenants en première année. Capacité totale d'environ 120 personnes / 30 apprenants par classe.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	2 métiers proposés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Electricité bâtiment/énergie solaire ;</li> <li>- Construction métallique.</li> </ul> Possible création d'une filière solaire autonome.
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions similaires dans tous les centres ANFP : centre très ouvert. Niveau minimum requis CM2 puis sélection sur dossier avec entretien.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des types de formation. Deux types de formation possibles : formation résidence et modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF) Formation de niveau Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) à l'issue de 2 ans de formation au minimum.
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	70% de pratique et 30% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.

<b>Curricula</b>	<p>Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC).</p> <p>Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Comme dans tous les centres ANFP, le renforcement des compétences techniques des formateurs s'avère nécessaire, aussi bien sur la méthode d'apprentissage que sur les aspects techniques.</p> <p>Les formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.</p>
<b>Certification</b>	<p>CQP</p> <p>La totalité des candidats en CQP ont été reçus.</p>
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	<p>Absence de per diem.</p> <p>Abandons marginaux (environ 5%) lié à l'orpaillage selon le directeur.</p>
<b>Suivi post-formation</b>	<p>Comme dans tous les centres ANFP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre.</li> <li>- Absence de structure de suivi post-formation.</li> <li>- Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes.</li> <li>- Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandation, accompagnement)</li> </ul>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	<p>Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre.</p> <p>Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion des centres ANFP situé entre 26 et 44% (salarier ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes)</p> <p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante). Le cas échéant, l'apprenant dispose d'un certificat de formation et non d'un titre de formation officiel (CQP).</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	<p>Moyenne par rapport au nombre de migrants de retour : autour de 60 apprenants en première année.</p>
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	<p>Aucun au niveau du centre.</p> <p>Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent dans le Conseil d'Administration.</p>
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	<p>Aucun, selon le directeur du centre.</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	<p>Besoin de renforcement des compétences des formateurs en priorité et d'un meilleur accompagnement post-formation.</p> <p>Les apprenants devraient recevoir des formations à l'entrepreneuriat.</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	<p>Directeur du centre : Tansembedo Aimé</p>
<b>Contact</b>	<p>+226 70 40 10 88 / 75 27 15 88</p>

Centre ANFP de Pô	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre-Sud
<b>Villes</b>	Pô
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement
<b>Organisation et gouvernance</b>	Nouveau centre créé en 2022. Première promotion l'année prochaine. Peu d'autonomie stratégique des centres par rapport à l'ANFP Le Conseil d'administration de l'ANFP est l'instance dirigeante située à Ouagadougou, qui nomme des directeurs.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : environ 40 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux Le coût de formation total d'une année en CQP serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon l'ANFP
<b>Profil des bénéficiaires visés</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Capacité totale d'environ 150 personnes
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	3 métiers proposés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plomberie sanitaire ;</li> <li>- Électricité bâtiment et solaire ;</li> <li>- Mécanique automobile et rurale</li> </ul>
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions similaires dans tous les centres ANFP : centre très ouvert. Niveau minimum requis CM2 puis sélection sur dossier avec entretien.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des niveaux et types de formation. Deux types de formation possibles : formation résidence et modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF) Le niveau de formation correspond au Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) d'une durée de 2 ans de formation au minimum
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	80% de pratique et 20% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.

<b>Curricula</b>	Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC). Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).
<b>Formateurs</b>	Comme dans tous les centres ANFP, le renforcement des compétences techniques des formateurs s'avère nécessaire, aussi bien sur la méthode d'apprentissage que sur les aspects techniques. Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.
<b>Certification</b>	CQP
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem.
<b>Suivi post-formation</b>	Comme dans tous les centres ANFP : - Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre. - Absence de structure de suivi post-formation. - Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes. - Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandation, accompagnement)
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion des centres ANFP situé entre 26 et 44% (salarier ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Profils de bénéficiaires visés relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes) Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante). Le cas échéant, l'apprenant dispose d'un certificat de formation et non d'un titre de formation officiel (CQP, BQP).
<b>Capacité d'absorption</b>	Moyenne par rapport au nombre de migrants de retour : autour de 50 apprenants par filière en première année.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Aucun au niveau du centre. Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent dans le Conseil d'Administration.
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun, selon le directeur du centre.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	En priorité, besoin d'assurer le niveau de compétences des formateurs et un meilleur accompagnement post-formation des apprenants.
<b>Autres remarques</b>	Une attention particulière pourrait être portée à la formation à l'entrepreneuriat.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Nignan Nikenedouo Directeur
<b>Contact</b>	+226 73 15 78 06 / 75 39 06 24

Centre de Promotion Rurale de Bissiri	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre-Sud
<b>Villes</b>	Bissiri
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement, et divers partenaires sur une base programmatique (FAFPA, AMPO, Plan Burkina notamment)
<b>Organisation et gouvernance</b>	Sous tutelle du ministère des Ressources Animales et Halieutiques, et de la Direction Générale de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR)
<b>Coût</b>	Gratuit pour les apprenants Le coût total pour une année de formation serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon la DGFOMR.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public : jeunes de plus 15 ans déscolarisés, non scolarisés ou scolarisés
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	40 apprenants actuellement pour une capacité d'accueil d'environ 100 personnes
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	3 filières : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fermier agricole ;</li> <li>- Fermier éleveur (y compris aviculture) ;</li> <li>- Artisanat</li> </ul> <p>8 modules de compétences : Installer une exploitation agricole, maraîchère, de production animale et arboricole ; Produire des céréales, des oléagineux, des tubercules, des légumineuses et des arbres fruitiers ; Produire des légumes ; Assurer une production animale ; Gérer la santé animale et végétale ; Gérer une ferme agro-sylvo-pastorale ; Vendre les productions agricoles, animales et maraîchères ; Assurer la maintenance préventive des équipements.</p>
<b>Conditions d'entrée</b>	Très ouvert. Pas de niveau minimum requis. Auparavant, le centre opérait une sélection à l'entrée mais cela est désormais terminé à cause du manque d'attractivité.
<b>Déroulé des formations</b>	Deux niveaux de formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Certificat de Qualification de Base (CQB) à l'issue d'1 an de formation.</li> <li>- Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) à l'issue de 2 ans de formation au minimum</li> </ul>
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année pour le CQB et tous les 2 ans pour le CQP



<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	80% de pratique et 20% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Le parcours CQB inclut un module d'alphabétisation.
<b>Curricula</b>	Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC). Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).
<b>Formateurs</b>	Renforcement des compétences technique des formateurs nécessaire. Sur la méthode d'apprentissage, et sur l'aspect technique. Les formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.
<b>Certification</b>	CQB, CQP. La totalité des candidats en CQP ont été reçus l'année passée.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem. Abandons marginaux (<10%).
<b>Suivi post-formation</b>	- Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre. - Absence de structure de suivi post-formation. - Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandation, accompagnement)
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre. Absence d'études sur l'insertion à l'issue des CPR. Le centre avance un taux d'insertion supérieur à 80%.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes) Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées à condition de les condenser en quelques mois. Échanges préliminaires passés avec l'OIM sur une possible collaboration. Sans effets.
<b>Capacité d'absorption</b>	Moyenne par rapport au nombre de migrants de retour : autour de 100 apprenants par an.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Aucun au niveau du centre. Des relations existent au niveau central, avec l'ANFP. Des acteurs privés siègent au sein du Conseil d'administration.
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun, selon le directeur du centre.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcement des compétences des formateurs, d'un meilleur accompagnement post-formation et de fourniture de kits d'installation à l'issue des formations.
<b>Autres remarques</b>	Les apprenants acquièrent les bases de l'entrepreneuriat à travers des modules spécifiques.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	OUEDRAOGO Issa, Directeur
<b>Contact</b>	+226 68 77 69 46

## Fiche Partenaire 8 : Centre de Formation Professionnelle de Référence de Ziniaré

CFPR Ziniaré	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Plateau Central
<b>Villes</b>	Proche de Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Publique
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement, APOSE, BIT, VSF, EF, HCR, Conseil régional du plateau central, Sociétés minières
<b>Organisation et gouvernance</b>	Grande autonomie du centre : conseil d'administration propre, instance décisionnelle. Il existe une Direction et un secrétariat Général(e) et des Directions sectorielles.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : autour de 400 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux. Coûts additionnels pour la restauration (250 000 FCFA) et l'hébergement (120 000 FCFA) des internes. Le coût de formation total d'une année en CQP serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon l'ANFP.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Jeunes ayant terminé le cycle secondaire (niveau classe de troisième) en majorité. Expérience de formation de jeunes moins éduqués en CQP.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Actuellement 550 apprenants. Capacité maximale.
<b>Stratégie de communication</b>	Le centre dispose d'un plan stratégique de communication. Moyens : Réseaux sociaux, radios, accueil direct, site internet : <a href="https://cfprz.net/">https://cfprz.net/</a>
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	14 filières disponibles : Boulangerie pâtisserie ; Construction maçonnerie ; Construction métallique ; Dessin bâtiment ; Électricité bâtiment ; Électromécanique ; Électronique industriel ; Énergie solaire ; Froid et climatisation ; Mécanique automobile, cycles, motocycles et agricole ; Menuiserie bois et aluminium ; Métreur projeteur ; Mécanique de précision ; Techniques informatiques.
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions plus strictes que pour les centres ANFP : 16 ans minimum. Niveau minimum requis (troisième). 22 ans maximum pour l'internat.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des niveaux et types de formation. Trois types de formation possibles : formation initiale, continue et modulaire qualifiante (pour convention de partenariat avec les PTF) Deux niveaux de formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Brevet de Qualification Professionnelle (BQP) à l'issue d'1 an de formation</li> <li>- Brevet professionnel de Technicien (BPT) après 1 ou 2 ans de formation.</li> </ul>
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année (en formation initiale)
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	75% de pratique et 25% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais expérience de formation avec un public peu alphabétisé.

<b>Curricula</b>	<p>Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC).</p> <p>Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Le renforcement des compétences des formateurs serait bénéfique. Sur la méthode d'apprentissage, et sur l'aspect technique.</p> <p>Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.</p>
<b>Certification</b>	BQP, BPT. Attestations de fin de formation pour les formations non qualifiantes/non validées par la CNC.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem. Abandons très marginaux (2 personnes l'année passée) : principalement pour raison médicale.
<b>Suivi post-formation</b>	<p>Existence d'un service en charge de l'insertion professionnelle de ces jeunes, chargé du suivi de l'après-formation. En cours de renforcement, il collabore avec les entreprises et le conseil national du patronat, la Chambre des métiers de l'Artisanat, la maison de l'Entreprise et AO-BTP (voir ci-dessous) pour le placement en stage.</p> <p>Un incubateur d'entreprises est également financé par le PNUD.</p>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	<p>Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre.</p> <p>Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion supérieur à la moyenne des centres ANFP, supérieur à 50% (salarial ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de condenser les formations en 3 mois (formation modulaire qualifiante) mais conditions d'entrée limitant l'accessibilité.</p> <p>Possibilité d'intégration du centre après une première formation en CQP.</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	Importante par rapport au nombre de migrants de retour : la limite principale est la capacité de l'internat. Possibilité d'accompagner 500 apprenants maximum en formation initiale ; et 120 maximum pour les formations modulaires qualifiantes en internat.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Relations avec SOFITEX, la SN SOSUCO, l'africaine des boissons mais également les petites entreprises.
<b>Partenariat avec les mécanismes d'intermédiation</b>	Aucun, selon le directeur du centre.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcement des compétences des formateurs, d'ouverture de nouvelles filières de formation (plomberie sanitaire, menuiserie aluminium) et d'un meilleur accompagnement en post-formation.
<b>Autres remarques</b>	Les apprenants acquièrent les bases de l'entrepreneuriat, grâce à un module spécifique dispensé par des formateurs spécialisés.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Yameogo Rodrigue, responsable des études.
<b>Contact</b>	+226 70 27 30 55

## Fiche Partenaire 9 : Centre de Formation et d'Évaluation Professionnelle de Ouagadougou

CEFPO	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre
<b>Villes</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Public
<b>Financements actuels / principaux</b>	Gouvernement, Banque Africaine de Développement, ARCEP, gouvernement indien, APOSE, PAFPA
<b>Organisation et gouvernance</b>	Grande autonomie du centre : Conseil d'administration propre, instance décisionnelle. Il existe une Direction et un secrétariat Général(e) et des Directions sectorielles.
<b>Coût</b>	Pour les apprenants : environ 260 000 FCFA par an en fonction des métiers et niveaux Le coût de formation total d'une année en CQP serait de l'ordre de 800 000 FCFA selon l'ANFP
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Jeunes de plus 16 ans déjà diplômés
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Actuellement 220 jeunes. Capacité totale de 300 jeunes par an, en cohorte de 20/30.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct, site internet : <a href="https://www.cefpo-bf.net/">https://www.cefpo-bf.net/</a>
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	13 filières de formation : Coupe couture ; Coiffure & esthétique ; Construction Bâtiment ; Construction meubles en bois ; Construction métallique ; Plomberie sanitaire ; Electricité et énergie solaire ; Electrotechnique ; Froid et climatisation ; Automatisation et régulation ; Technique informatique ; Electronique automobile ; Mécanique automobile.
<b>Conditions d'entrée</b>	Conditions d'entrée relativement strictes : niveau minimum requis CQP, BEPC, CAP etc. Certaines filières refusent des candidats, en particulier, Électricité Bâtiment, Plomberie et Automobile.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des niveaux et types de formation. Deux types de formation possibles : formation initiale et continue Formation de niveau Brevet de Qualification Professionnelle (BQP) à l'issue de 1 an de formation.
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	75% de pratique et 25% de théorie.
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.

<b>Curricula</b>	<p>Les référentiels sont élaborés par la DGFP et certifiés par la Commission Nationale de Certification (CNC).</p> <p>Comme dans tous les centres publics, l'approche par les Compétences a été adoptée, mais sa mise en œuvre pose des difficultés (manque de référentiels adaptés et de personnels formés) malgré l'appui continu des PTF (PAPS et APOSE) au niveau du ministère central (MSJE).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Le renforcement des compétences techniques des formateurs serait bénéfique, à la fois sur la méthode d'apprentissage et les aspects techniques.</p> <p>Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.</p>
<b>Certification</b>	<p>BQP</p> <p>Taux de réussite de plus de 95% dans toutes les filières sauf en Coupe-couture.</p>
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	<p>Absence de per diem.</p> <p>Abandons marginaux (&lt;10%).</p>
<b>Suivi post-formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un stage post-formation est normalement obligatoire, mais difficile à mettre en œuvre.</li> <li>- Absence de structure de suivi post-formation.</li> <li>- Le Centre recommande les placements en atelier à proximité de la résidence des jeunes.</li> <li>- Une aide peut être fournie par le centre (lettres de recommandations, accompagnement)</li> </ul>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	<p>Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre.</p> <p>Les études réalisées à partir de sondages par l'ONEF suggèrent un taux d'insertion supérieur à la moyenne des centres ANFP, autour de 50% (salarial ou auto-emploi) et variable en fonction des niveaux de formation et métiers choisis.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées, mais conditions d'entrée limitant l'accessibilité de ces formations aux migrants de retour.</p> <p>Possibilité d'intégration du CEFPO après une première formation en CQP.</p>
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	<p>Par le biais de formation continue avec des entreprises locales principalement.</p>
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	<p>Relations épisodiques avec l'ANPE, qui intervient parfois pour former les jeunes en entrepreneuriat.</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	<p>Besoin de renforcement des compétences des formateurs en priorité, de meilleurs équipements de formation et d'un meilleur accompagnement post-formation.</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	<p>M. Ouedraogo, Directeur des études</p>
<b>Contact</b>	<p>+226 70 26 96 98</p>



## PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

### Fiche Partenaire 10 : Institut de Formation Professionnelle Québec Afrique

Institut de Formation Professionnelle / Québec Afrique (IFP/QA)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre, Hauts Bassins
<b>Ville</b>	Ouagadougou, Bobo-Dioulasso
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée
<b>Financements actuels / principaux</b>	Entreprises privées, y compris des pays voisins : Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger. Partenaires nationaux et internationaux techniques et financiers (notamment la Banque Africaine de Développement et Banque mondiale).
<b>Organisation et gouvernance</b>	Centre privé disposant d'une grande autonomie.
<b>Coût</b>	<p>Variable en fonction de la filière de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduite d'engins lourds : 600 000 FCFA pour 1 engin, 800 000 FCFA pour 2 engins</li> <li>- Mécanique engins lourds : 1 200 000 FCFA</li> <li>- Sécurité et santé au travail : 300 000 FCFA ou 700 000 FCFA</li> <li>- Gestion de parc automobile : 300 000 FCFA</li> <li>- Forage et dynamitage : 1 500 000 FCFA</li> </ul> <p>Ces coûts incluent : la prise en charge des équipements de protection, les déplacements vers les sessions pratiques et la nourriture pendant les journées pratiques.</p> <p>Certaines formations sont financées par les entreprises minières (celles-ci demandent parfois une participation aux apprenants, par exemple à hauteur de 100 000 FCFA).</p> <p>La majorité des apprenants financent eux-mêmes leurs formations.</p>
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Jeunes issus des localités proches des zones minières.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Maximum 200 personnes par an. La capacité d'accueil est variable selon les filières – plus de 100 places disponibles en conduite d'engins lourds et autour de 30 pour les autres filières, à l'exception de Forage et Dynamitage (aucun apprenant).
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, accueil direct et, surtout, bouche à oreille
Détails sur les formations	

<b>Filières de formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduite d'engins lourds (3 mois)</li> <li>- Mécanique d'engins lourds (10 mois)</li> </ul> <p>Trois nouvelles filières depuis 2021, lesquelles sont toujours en phase de développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion des parcs automobiles (3 mois)</li> <li>- Santé et sécurité au travail (3 ou 9 mois)</li> <li>- Forage et dynamitage (6 mois) - suspendu à l'heure actuelle</li> </ul>
<b>Conditions d'entrée</b>	<p>Être âgé de 17 ans au moins et :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la conduite d'engins lourds : permis poids lourds + Certificat d'Études Primaires (CEP)</li> <li>- Pour la mécanique des engins lourds : niveau 4<sup>ème</sup></li> <li>- Pour la formation Santé et sécurité au travail : niveau terminale exigé</li> </ul> <p>De manière générale, le taux d'admission des candidats est supérieur à 90%.</p>
<b>Déroulé des formations</b>	<p>Déroulé variable en fonction des filières et types de formation disponibles : initiale, continue et modulaire qualifiante.</p> <p>Le mode dual avec placement des apprenants en entreprise est mis en place : stages et placements au sein de structures publiques ou privées sont compris dans les formations 'Conduite' et 'Mécanique d'engins lourds'.</p>
<b>Fréquence des cohortes</b>	En fonction du nombre de candidatures, plutôt flexible.
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	Forte dominante pratique (80%) plutôt que théorique (20%)
<b>Alphabétisation</b>	La plupart des formations requièrent un niveau d'alphabétisation, des solutions d'adaptation sont possibles pour la filière 'Conduite' pour des jeunes non alphabétisés (transposition des modules en langue locale par les formateurs).
<b>Curricula</b>	<p>Les diplômes délivrés à l'issue de l'examen de sortie pour chaque filière sont reconnus par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) et la Commission Nationale de Certification (CNC).</p> <p>Le MSJE travaille actuellement – en collaboration avec l'IFP/QA – à une refonte des <i>curricula</i> de formation dans les filières Conduite et Mécanique d'engins lourds.</p> <p>L'Approche par les Compétences a été adoptée dans le centre, mais sa mise en œuvre est difficile à évaluer et gagnerait à être accompagnée (manque de référentiels de formation adaptés et de formation des ressources humaines).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Conduite d'engins lourds : 3 formateurs sur le volet théorique ; 1 formateur et 1 assistant par équipement (groupes de 6-7 jeunes) sur le volet pratique ;</p> <p>Mécanique d'engins lourds : encadrement encore plus rapproché, suivi détaillé du maître de stage chaque semaine et remplissage d'une fiche partageable avec l'employeur.</p>
<b>Certification</b>	CQP et BQP
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Pas de perdiem mais repas pris en charge lors des sessions pratiques et lors des placements/stages ; taux de déperdition faible selon le centre
<b>Suivi post-formation</b>	<p>Mise en place par l'IFP/QA d'un groupe WhatsApp pour partager les opportunités de recrutements / stages avec les anciens apprenants.</p> <p>Réseau relationnel développé avec les entreprises spécialisées qui participent au placement.</p>

<p><b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b></p>	<p>Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre. Taux d'insertion global d'environ 30-40%, variable en fonction des filières. Très bon taux d'insertion dans le domaine de la mécanique (l'IFP/QA est reconnu comme l'un des meilleurs centres du Burkina Faso en la matière) et de la santé &amp; sécurité au travail (la plupart des apprenants trouvent un emploi dès la fin de la formation) Insertion plus difficile dans le domaine de la conduite des engins lourds, car les placements en stages sont difficiles dans le secteur minier (il est plus aisé de placer des stagiaires dans le domaine du BTP).</p>
<b>Partenariats</b>	
<p><b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b></p>	<p>Expérience passée avec l'OIM pour la réintégration de quelques migrants de retour : prise en charge d'une cohorte d'une dizaine de migrants de retour en 2019 au sein de la filière conduite d'engins lourds. L'un d'eux est devenu assistant formateur au sein du centre. Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et courtes.</p>
<p><b>Capacité d'absorption</b></p>	<p>Variable en fonction des filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduite d'engins lourds : &gt; 100 apprenants par an, en 4-5 cohortes</li> <li>- Mécanique d'engins lourds : 30 apprenants par an</li> <li>- Gestion des parcs automobiles : &lt; 30 apprenants par an</li> <li>- Santé et sécurité au travail : environ 20 apprenants par an</li> </ul>
<p><b>Partenariat avec le secteur privé</b></p>	<p>Nombreux, compte tenu du déroulé des formations. Entreprises minières, du BTP et autres (par ex : Roads, GSEB, Sucrerie de Banfora). Par exemple, signature d'une convention avec le Génie militaire burkinabè, qui prend en charge les apprenants en mécanique d'engins lourds pour 4 mois de stage à la fin du niveau 1 de leur formation.</p>
<p><b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b></p>	<p>Aucun</p>
<b>Remarques</b>	
<p><b>Défis exprimés</b></p>	<p>Difficulté de placement des apprenants en stage dans les opérations minières sur la filière conduite d'engins lourds. Ceci est d'autant plus problématique que les jeunes préfèrent s'orienter vers le secteur minier (compte tenu des salaires élevés), que vers le BTP, (secteur dans lequel il est pourtant plus facile de trouver des stages). Défis associés au profil des migrants de retour : moins proactifs et motivés que les autres jeunes qui viennent au centre ; état d'esprit parfois inadapté.</p>
<p><b>Autres remarques</b></p>	<p>Les formations dispensées aux migrants de retour devraient être intégralement financées (y compris un perdiem et le coût du kit octroyé en fin de formation), comme cela avait été le cas dans le cadre du partenariat avec l'OIM. A l'avenir, possibilité d'intégrer des migrants dans des filières plus longues (type mécanique d'engins lourds) pour une meilleure insertion.</p>
<b>Contacts</b>	
<p><b>Point focal</b></p>	<p>M. Albert KONE, Coordonnateur</p>
<p><b>Contact</b></p>	<p><a href="mailto:Ossobe80@gmail.com">Ossobe80@gmail.com</a> +226 74 96 58 58 / 60 08 92 08 / 25 37 11 22</p>

CFP VALBA	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée
<b>Financements actuels / principaux</b>	Entreprises privées, partenaires nationaux (FAFPA) et internationaux (Aide et Action)
<b>Organisation et gouvernance</b>	Centre privé disposant d'une grande autonomie.
<b>Coût</b>	Variable en fonction du niveau et de la filière de formation. Environ 350 000 FCFA pour une formation en CQP.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Jeunes de profils très variés : garçons et filles de niveau 6 <sup>ème</sup> à BEPC.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Capacité de 110 personnes/ an, toutes filières confondues
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, accueil direct et site internet : <a href="http://www.cfpvalba.net/">http://www.cfpvalba.net/</a>
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hôtellerie ;</li> <li>- Restauration ;</li> <li>- Boulangerie / pâtisserie ;</li> <li>- Boucherie / charcuterie.</li> </ul>
<b>Conditions d'entrée</b>	Très peu de conditions : alphabétisation minimum nécessaire, puis niveau d'étude requis variable en fonction des niveaux de formation (CQP, CAP, BEP, BT). De manière générale, taux d'acceptation élevé des candidats.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des types et niveaux de formations. Les formations diplômantes donnent accès au CQP, CAP, BEP ou BT après 2 ou 3 ans de formation. Tous les diplômés de restauration et boulangerie / pâtisserie bénéficient d'un stage au sein du restaurant partenaire. Les formations qualifiantes donnent accès à une attestation de formation délivrée par le centre : formation à la carte (2/3 mois), initiation (10 jours), perfectionnement des professionnels (2/10 jours), formation des employés de maison (6 mois).
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année pour les formations diplômantes. En fonction du nombre de candidatures, plutôt flexible pour les formations qualifiantes.
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	Dimension pratique importante des formations : 5h de travaux pratiques par semaine.
<b>Alphabétisation</b>	Un niveau d'alphabétisation minimum est le plus souvent requis, mais les jeunes non alphabétisés peuvent être accueillis, au cas par cas (transposition des modules en langue locale par les formateurs).

<b>Curricula</b>	<p>Les diplômes délivrés en Hôtellerie, Restauration, Boulangerie / pâtisserie à l'issue de l'examen de sortie pour chaque filière sont reconnus par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) et la Commission Nationale de Certification (CNC).</p> <p>Le <i>curriculum</i> Boucherie / charcuterie n'est pas encore reconnu.</p> <p>L'Approche par les Compétences a été adoptée dans le centre, mais sa mise en œuvre est difficile à évaluer et gagnerait à être accompagnée (manque de référentiels de formation adaptés et de formation des ressources humaines).</p>
<b>Formateurs</b>	<p>Une vingtaine de professeurs dans une grande variété de matières : enseignement général et compétences de base pour gérer une entreprise (comptabilité, droit, économie, etc.) ; compétences techniques ; travaux pratiques.</p>
<b>Certification</b>	<p>CQP, CAP, BEP, BT</p> <p>Taux de réussite très élevé chaque année aux examens de certification (100% en CQP et légèrement inférieur pour les autres).</p>
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	<p>Pas de perdiem ; taux de déperdition faible selon le centre.</p>
<b>Suivi post-formation</b>	<p>Pas de structure de suivi post formation. Les apprenants doivent trouver eux-mêmes leur stage de perfectionnement. Le centre sélectionne les plus aptes et les recommande auprès de son réseau d'entreprises.</p>
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	<p>Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre</p> <p>Taux d'insertion global d'environ 50% selon le directeur.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Expérience passée avec l'OIM pour la réintégration de quelques migrants de retour : Formations de 3 mois (du lundi au samedi) intensive très axées sur la pratique (2x5h de travaux pratiques par semaine) donnant lieu à des attestations.</p> <p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et possibilité de les condenser.</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	<p>Moyenne compte tenu du nombre de migrants de retour : plusieurs dizaines par an.</p>
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	<p>Relations avec une dizaine d'entreprises du secteur et partenariat étroit avec un restaurant logé au rez-de-chaussée du centre de formation.</p>
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	<p>Aucun</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	<p>Défis associés au profil des migrants de retour : moins proactifs et motivés que les autres jeunes qui viennent au centre ; état d'esprit parfois inadapté.</p>
<b>Autres remarques</b>	<p>Les formations dispensées aux migrants de retour devraient être intégralement financées (y compris un perdiem et le prix du kit de lancement à la suite de la formation) comme cela avait été le cas dans le cadre du partenariat avec l'OIM.</p> <p>Retour positif des entreprises sur les sortants du centre.</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	<p>Boniface Sombié, directeur</p>
<b>Contact</b>	<p>+226 70 23 62 00</p>



CFP HIADON	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre, Hauts-Bassins
<b>Ville</b>	Ouagadougou, Bobo Dioulasso
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée, subdivision de l'École polytechnique privée du Faso (E2PF), spécialisée dans le domaine du BTP.
<b>Financements actuels / principaux</b>	Nombreux partenaires nationaux (FAFPA) et PTF (Banque mondiale, ILO, OIM, PNUD, Entrepreneurs du Monde etc.), ainsi que privés, dans le domaine du BTP.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Centre privé disposant d'une grande autonomie.
<b>Coût</b>	Frais de scolarité élevés : 450 000 FCFA/an.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Jeunes de profils variés : de garçons et filles sachant lire et écrire à niveau BEPC
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	30 apprenants par classe. Capacité maximale variable, jusqu'à plusieurs centaines d'apprenants par an.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, accueil direct et site internet : <a href="https://www.cfphiadon.com/index.php">https://www.cfphiadon.com/index.php</a>
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	Filières du BTP en courte durée et/ou formation diplômante (CQP/BQP/BPT) : Formations diplômantes : Construction maçonnerie ; Construction métallique ; Électricité bâtiment ; Plomberie sanitaire ; Menuiserie bois. Formation de courte durée : Peinture ; Carrelage ; Plâtrerie ; Energie solaire. Des formations de courte durée sont également proposées depuis peu dans les filières du numérique, de la mécanique et de l'agro-sylvo-pastoralisme.
<b>Conditions d'entrée</b>	Alphabétisation minimum nécessaire, puis niveau d'étude requis variable en fonction des niveaux de formation (CQP, BQP/BPT).
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des types et niveaux de formations : - Formations d'un an en BQP et CQP pour certaines filières - Gamme de formations de plus courte durée (3 mois) sanctionnées par un Certificat de Fin d'Apprentissage. Le mode dual avec placement des apprenants en entreprise (stage) est mis en place.
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année pour les formations diplômantes. En fonction du nombre de candidatures ; plutôt flexible pour les formations qualifiantes.
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	Dimension pratique très majoritaire : 75% des formations
<b>Alphabétisation</b>	Un niveau d'alphabétisation minimum est le plus souvent requis, mais les jeunes non alphabétisés peuvent être accueillis, au cas par cas (transposition des modules en langue locale par les formateurs).

<b>Curricula</b>	Les diplômes CQP, BQP et BPT délivrés à l'issue des examens de sortie sont reconnus par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) ainsi que par la Commission Nationale de Certification (CNC). L'Approche par les Compétences a été adoptée par le centre, mais sa mise en œuvre est difficile à évaluer et gagnerait à être accompagnée (manque de référentiels de formation adaptés et de formation des ressources humaines).
<b>Formateurs</b>	Plus de 20 professeurs certifiés. Besoin de renforcement/maintien des compétences, en particulier lorsque l'équipe pédagogique évolue.
<b>Certification</b>	CQP, BQP, BPT et Certificat de Fin d'Apprentissage. Taux de réussite très élevé chaque année aux examens de certification.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Pas de perdiem ; taux de déperdition faible.
<b>Suivi post-formation</b>	Existence d'une cellule responsable de la prospection, du placement et du suivi des apprenants. Collaboration avec une organisation professionnelle (SNPME-BTP) qui offre une ouverture sur un panel de plus de 100 entreprises, majoritairement des PME.
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Existence d'une base de données informatisée sur les sortants du centre. Taux d'insertion maximal selon l'OIT (95% salariat ; 5% auto-entrepreneuriat).
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Expérience passée avec l'OIM. Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour : diplômantes, filières demandées et courtes.
<b>Capacité d'absorption</b>	Importante compte tenu du nombre de migrants de retour : supérieure à 100 personnes par an.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Relations avec plus de 100 entreprises par l'intermédiaire du SNPME-BTP.
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun
<b>Remarques</b>	
<b>Défis</b>	Réduction du nombre de bénéficiaires ces dernières années.
<b>Autres remarques</b>	Appui à l'entrepreneuriat, la gestion d'entreprise et l'employabilité disponibles en plus des formations techniques. Le centre dispose d'une assurance couvrant ses apprenants. Retour positif des entreprises sur les sortants du centre.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Directeur, Laurent Méda
<b>Contact</b>	+226 76 85 98 36 Accueil : + 226 77 58 77 58 / 05 34 16 16

Centres de la CCI-BF	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Régions</b>	Centre
<b>Villes</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Structure privée, comprenant plusieurs centres de formation dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Centre de Formation en Transport Routier et Activités Auxiliaires (CFTRA)</li> <li>- Le Centre de Formation en Bâtiment et Travaux Publics (CF-BTP)</li> <li>- Le Centre de Formation Agroalimentaire et Tourisme (CFAT)</li> </ul>
<b>Financements actuels / principaux</b>	Importants financements nationaux (ministères et agences publiques) et internationaux (Banque mondiale, Expertise France, APOSE, centres de formations français).
<b>Organisation et gouvernance</b>	La CCI-BF, Chambre consulaire représentative du secteur privé burkinabé, dispose d'une direction de la Formation Professionnelle (DFP), tutelle des centres évoqués. Le Service Ingénierie et Formation Continue est à la fois un service d'ingénierie de formation, de réalisation d'études emploi/formation et de mise en place d'un centre de ressources emploi/formation. Sa mission est de soutenir l'adaptation de l'offre de formation aux besoins du système économique et d'assurer un service d'appui/conseil aux opérateurs économiques.
<b>Coût</b>	Le coût actuel de la formation est variable en fonction des filières et centres mais demeure élevé. A titre d'exemple, il est de 200 000 FCFA/an pour une formation en CQP au CF-BTP.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Jeunes de profils variés : garçons et filles au niveau d'éducation variable.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Actuellement, le CF-BTP et le CFAT ne comptent, à eux deux, qu'une cinquantaine d'apprenants. Le CFTRA, à l'inverse, forme plus de 1 000 apprenants par an, pour la plupart en permis E. Les capacités d'accueil sont très importantes à long terme : plusieurs centaines de personnes.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct, site internet : <a href="https://www.cci.bf/?q=fr/nos-services/vous-former-vous-perfectionner">https://www.cci.bf/?q=fr/nos-services/vous-former-vous-perfectionner</a>
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	Centre de Formation en Transport Routier et Activités Auxiliaires (CFTRA) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- - BEP Mécanique automobile (BEP-MVA) ;</li> <li>- - BAC Pro en mécanique ;</li> <li>- - Conducteurs routiers (permis E) ;</li> <li>- - Moniteur d'autoécole</li> </ul> Centre de Formation en Bâtiment et Travaux Publics (CF-BTP) : 13 filières, mais toutes ne sont pas encore opérationnelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maçon ;</li> <li>- Ferrailleur ;</li> <li>- Peintre en bâtiment ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plâtrier-staffeur ;</li> <li>- Poseur de revêtements sols/murs ;</li> <li>- Chef de chantier ;</li> <li>- Soudeur à l'arc sous gaz ;</li> <li>- Soudeur à l'arc avec électrode réfractaire ;</li> <li>- Installateur en électricité en bâtiment ;</li> <li>- Plombier sanitaire ;</li> <li>- Métallier-ferronnier ;</li> <li>- Menuiserie métallique et aluminium ;</li> <li>- Climatisation.</li> </ul> <p>Centre de Formation Agroalimentaire et Tourisme (CFAT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- BEP option Accueil et Hébergement ;</li> <li>- Diplôme de Technicien Supérieur (DTS) en Tourisme et Hôtellerie.</li> </ul>
<b>Conditions d'entrée</b>	Très ouvert. Niveau minimum requis CM2. Alphabétisation minimum nécessaire, puis niveau d'étude requis variable en fonction des niveaux de formation (CQP, BEP etc.).
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des niveaux et types de formation. Deux types de formation possibles : formation initiale et de perfectionnement Les formations proposées par la CCI-BF sont en moyennes plus longues que dans d'autres centres : deux ans au CF-BTP et CFAT.
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	Dominante pratique (2/3)
<b>Alphabétisation</b>	Pas de module spécifique, mais appui continu disponible.
<b>Curricula</b>	Les diplômes proposés (CQP, BEP, DTS, BAC Pro) à l'issue de l'examen de sortie sont reconnus par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) et la Commission Nationale de Certification (CNC). La CCI-BF dispense ses propres attestations de formation lorsque les référentiels des formations correspondantes ne sont pas disponibles au niveau central. L'Approche par les Compétences a été adoptée dans les centres CCI-BF, mais sa mise en œuvre est difficile à évaluer et gagnerait à être accompagnée (manque de référentiels de formation adaptés et de formation des ressources humaines).
<b>Formateurs</b>	Les formateurs sont régulièrement issus du secteur privé. Besoin de renforcement des compétences sur la méthode d'apprentissage, et sur l'aspect technique. Certains formateurs peuvent s'exprimer en langue locale.
<b>Certification</b>	CQP, BEP, DTS, BAC Pro. Attestations de formation pour les référentiels de formation non validés par la CNC.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem.
<b>Suivi post-formation</b>	Pas de structure de suivi post formation. Les apprenants doivent trouver eux-mêmes leur stage de perfectionnement. Les centres peuvent fournir des lettres de recommandations.
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Absence de base de données relative l'insertion. Taux d'insertion variable en fonction des centres : peu de données disponibles. Concernent le CF-BTP et le CFAT, le faible nombre de sortants et le contexte de formation (dans le cadre de projets internationaux) ne permettent pas de fournir des données sûres relatives à l'insertion sur le long terme.

Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui des migrants de retour (hommes jeunes).</p> <p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour (diplômantes, filières demandées) si possibilité de les condenser en quelques mois.</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	A terme, importante par rapport au nombre de migrants de retour : plusieurs centaines d'apprenants par an.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Des relations informelles existent, notamment par le biais des formateurs, mais aucun accord formel n'a été conclu.
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun
Remarques	
<b>Défis exprimés</b>	<p>Besoin d'un renouvellement des équipements et d'un meilleur accompagnement post-formation.</p> <p>Modèle économique des centres peu soutenable (formation coûteuses, longues et dépendantes des PTF).</p> <p>Peu de bénéficiaires ces dernières années sauf au sein du CFTRA.</p>
<b>Autres remarques</b>	La CCI-BF propose un large éventail de formations et structures (alphabétisation, école des affaires etc.) qui peuvent être mobilisées en complément.
Contacts	
<b>Point focal</b>	Herman Garé, Directeur de la formation professionnelle
<b>Contact</b>	+226 25 30 61 14/15 hermann.gare@cci.bf

CPFP Saint Thomas D'Aquin	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre-Est
<b>Ville</b>	Tenkodogo
Structure	
<b>Type de structure</b>	Structure privée
<b>Financements actuels / principaux</b>	Financement sur fonds propres.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Centre privé disposant d'une grande autonomie et dirigé par un Conseil d'administration
<b>Coût</b>	Les coûts de formation varient en fonction du niveau initial de l'apprenant et de la filière mais demeurent proches de 200 000 FCFA.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public, y compris les personnes peu alphabétisées.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Capacité d'accueil importante : plusieurs centaines d'apprenants au maximum. Le nombre d'apprenants actuel est faible par rapport aux capacités d'accueil.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filières de formation</b>	Filières de formation très variées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élevage et entrepreneuriat ;</li> <li>- Agent de bureau ;</li> <li>- Agent de pharmacie ;</li> <li>- Plomberie sanitaire ;</li> <li>- Électricité bâtiment ;</li> <li>- Transitaire poursuivant en douane ;</li> <li>- Assistance maternelle ;</li> <li>- Coupe couture.</li> </ul>
<b>Conditions d'entrée</b>	Très ouvert : dossier de candidature et entretien Aucun refus à l'inscription jusqu'à présent.
<b>Déroulé des formations</b>	Variable en fonction des filières de formation : de 3, 9 mois à 2 ans Les formations sont résidentielles (apprentissage à l'intérieur du centre de formation).
<b>Fréquence des cohortes</b>	Recrutement deux fois par an pour les formations de courte durée qui donnent lieu à une attestation de formation. Chaque année pour les formations diplômantes en CQP.
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	Dominante pratique (60%).
<b>Alphabétisation</b>	Pas de modules d'alphabétisation spécifique mais les jeunes non-alphabétisés peuvent être accueillis, au cas par cas (transposition des modules en langue locale par les



	formateurs) et présenter le CQP. Des dispositions ont été prises pour que ces élèves puissent composer en langue locale.
<b>Curricula</b>	Le diplôme proposé (CQP) à l'issue de l'examen de sortie est reconnu par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) et par la Commission Nationale de Certification (CNC). Le centre dispense ses propres attestations de formation pour les formations de courte durée.
<b>Formateurs</b>	La formation des formateurs doit être renforcée dans ce centre, aussi bien en termes pédagogique, que sur les aspects techniques.
<b>Certification</b>	CQP, présenté après un an de formation.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem.
<b>Suivi post-formation</b>	Pas de structure dédiée au suivi post-formation. Les apprenants doivent trouver par eux-mêmes leur stage de perfectionnement. Le centre peut cependant les assister dans leurs recherches.
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Absence de base de données relative à l'insertion des diplômés. Cependant, selon le directeur du centre, le taux serait très positif : 70 à 80% des sortants seraient embauchés chaque année dans leurs lieux de stage, auxquels s'ajoutent les auto-entrepreneurs.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes) Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour (diplômantes, filières demandées) si possibilité de les condenser en quelques mois.
<b>Capacité d'absorption</b>	Importante par rapport au nombre de migrants de retour présents dans la région : plusieurs centaines de personnes.
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Aucun.
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Volonté de créer un centre en internat. Besoin de renforcement des compétences des formateurs, d'équipement de formation et d'un meilleur accompagnement post-formation.
<b>Autres remarques</b>	Les apprenants acquièrent les bases sur les méthodes de l'entrepreneuriat, transmises tout au long de la formation.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Zeba Ibrahim, Fondateur et directeur du centre.
<b>Contact</b>	+226 75 79 20 44

Centre de formation associatif Kis-wend Sida	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre-Est
<b>Ville</b>	Pouytenga
Structure	
<b>Type de structure</b>	Centre privé
<b>Financements actuels / principaux</b>	Financement sur fonds propres, gouvernement (ministères de la Jeunesse et de l'Action Sociale) et Plan International Burkina : appui matériel, paiement de frais de formation pour apprenants, kits et fonds d'installation mis à disposition des sortants.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Centre privé disposant d'une grande autonomie de gestion
<b>Coût</b>	Coût total de la formation est de 150 000 FCFA sur trois ans (50 000 FCFA/an)
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public, y compris les personnes non-scolarisées manquant de moyens pour assurer le financement de leur formation.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Environ 40 apprenants actuellement. Capacité maximale de 30 apprenants par classe/année.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux, radios, accueil direct
Détails sur les formations	
<b>Filière de formation</b>	Mécanique deux roues.
<b>Conditions d'entrée</b>	Très ouvert : dossier de candidature. Aucun refus de prise en charge.
<b>Déroulé des formations</b>	La formation dure 3 ans. À partir de la deuxième année, certains apprenants sont présentés au CQP. Possibilité de réaliser des formations condensées, en 6 mois.
<b>Fréquence des cohortes</b>	Chaque année.
<b>Dominante (pratique ou théorique)</b>	Dominante théorique jusqu'à présent mais volonté de privilégier la pratique à partir de la prochaine cohorte, notamment en renforçant l'équipe pédagogique.
<b>Alphabétisation</b>	De nombreux apprenants ne savent ni lire ni écrire. Absence de modules d'alphabétisation spécifique mais les jeunes non alphabétisés sont accueillis (transposition des modules en langue locale par les formateurs) et présentent le CQP.
<b>Curricula</b>	Le diplôme proposé (CQP) à l'issue de l'examen de sortie est reconnu par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE) et par la Commission Nationale de Certification (CNC).
<b>Formateurs</b>	La formation des formateurs doit être renforcée dans ce centre, en termes pédagogique et sur les aspects techniques.
<b>Certification</b>	CQP, et attestations de fin de formation délivrées à tous.

	Le taux de réussite au CQP est encore faible, à cause du faible niveau de langue des apprenants.
<b>Perdiem et taux de déperdition</b>	Absence de per diem. Abandons en cours de formation très limités.
<b>Suivi post-formation</b>	Pas de structure dédiée au suivi post-formation. Pas de stage exigé à l'issue de la formation.
<b>Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi</b>	Absence de base de données sur l'insertion au niveau du centre. Le taux d'insertion serait très bon selon le directeur, compte tenu de la demande dans le secteur.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Profils de bénéficiaires relativement similaires à celui migrants de retour (hommes jeunes) Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour (diplômantes, filière demandée) une fois condensées en quelques mois.
<b>Capacité d'absorption</b>	Limité, compte tenu du nombre d'apprenants par cohorte (30).
<b>Partenariat avec le secteur privé</b>	Aucun
<b>Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</b>	Aucun
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcement des compétences des formateurs, d'un renouvellement de l'équipement de formation et d'un meilleur accompagnement post-formation.
<b>Autres remarques</b>	Un accompagnement individuel est apporté compte tenu du petit nombre d'apprenants. Parfois, inscription à des formations en entrepreneuriat, notamment à l'initiative de la section provinciale du ministère de la jeunesse.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	KAFANDO Issiaka, directeur du centre
<b>Contact</b>	+226 70 29 35 62

## 2.2. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers

### PARTENARIATS POSSIBLES EN VUE DE FAVORISER L'ENTREPRENEURIAT

#### Fiche Partenaire 17 : Maison de l'Entreprise du Burkina Faso

Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEB)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	Antennes dans tous les chefs-lieux de région au minimum
Structure	
<b>Type de structure</b>	Association d'utilité publique
<b>Type d'appui apporté</b>	Accompagnement personnalisé à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise
<b>Financements principaux</b>	Gouvernement, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Coopération italienne, OIT, CCI-BF, ENABEL, Banque islamique de développement (non exhaustif)
<b>Organisation et gouvernance</b>	Autonomie de gestion Plus de 100 employés
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plusieurs centaines de personnes
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet : <a href="https://www.me.gov.bf/accueil">https://www.me.gov.bf/accueil</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Incubateur et accélérateur</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement à la création et gestion d'entreprise</li> <li>- Appui à la formalisation des entreprises</li> <li>- Appui à la recherche de financements</li> <li>- Gestion de cas et suivi de bénéficiaires de projets internationaux</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> La MEB est devenue un acteur incontournable de l'appui à l'entrepreneuriat et au secteur privé au Burkina Faso. Nombreux partenariats avec des établissements bancaires et institutions de microfinance.
<b>Formations courtes</b>	Formations courtes à la gestion d'entreprises et à l'esprit entrepreneurial sur le modèle GERME de l'OIT.
<b>Certification</b>	Attestations de formation spécifiques, dispensées par la MEB.
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Peu de suivi à l'issue du soutien apporté, mais la MEB dispose de la présence territoriale nécessaire pour l'assurer moyennant un soutien spécifique en la matière.
Partenariats	

<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Expérience passée avec des migrants de retour référencés par l'OIM : formations à la création et gestion d'entreprise dispensées dans le cadre d'un partenariat tripartite avec l'ANPE. La MEB a également formé les OSC chargées du suivi et de l'accompagnement des migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM.
<b>Capacité d'absorption</b>	Plusieurs centaines de personnes par an Variable en fonction des moyens mis à disposition par les partenaires et du type de services demandés.
<b>Partenariats existants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coopérations bilatérales, notamment italienne et belge (ENABEL)</li> <li>- Banques multilatérales notamment la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement</li> <li>- BIT</li> <li>- Nombreuses structures nationales : centres de formation, CCI-BF, etc.</li> </ul>
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	La taille de la MEB, sa polyvalence, son expérience avec les partenaires internationaux, son rôle de guichet unique pour la formalisation des entreprises et sa présence territoriale en font un acteur pertinent au Burkina Faso pour faciliter l'insertion professionnelle et financière des migrants de retour.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Le manque de responsabilisation, de vision de long terme et l'état d'esprit des migrants de retour peuvent représenter des obstacles à leur insertion, en particulier pour ceux qui choisissent l'entrepreneuriat. A l'avenir, il sera clé d'assurer un niveau de motivation et de responsabilisation suffisant pour accompagner les migrants de retour dans ce domaine.
<b>Autres remarques</b>	La MEB est très présente dans le Centre-Est.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Mme Honga, Cheffe du service renforcement de capacité M. Soudré, Conseiller
<b>Contact</b>	+226 70 02 50 70 +226 70 32 30 80 ; souleymane.soudre@me.bf

## Fiche Partenaire 18 : Agence de Financement et de Promotion des PME

AFP-PME	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	Antennes dans tous les chefs-lieux de région
Structure	
<b>Type de structure</b>	Établissement Public de l'État de la catégorie des Fonds Nationaux de Financement, placé sous la tutelle financière du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan et sous la tutelle technique du ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises.
<b>Type d'appui apporté</b>	Accompagnement personnalisé à l'entrepreneuriat et à l'émergence de PME
<b>Financements principaux</b>	Gouvernement, Banque africaine de développement, coopération italienne, GIZ, ADA BCAA, OIF (non exhaustif).
<b>Organisation et gouvernance</b>	Autonomie de gestion Structure dirigée par un comité d'administration et un directeur général
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	PME de tous les secteurs d'activités, exceptés ceux du commerce général (achat-vente), l'immobilier d'habitation, les biens de consommation.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plusieurs centaines de personnes
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet : <a href="https://afppme.bf/">https://afppme.bf/</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Incubateur et accélérateur</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui-conseil en montage et gestion d'entreprise ;</li> <li>- Promotion de l'entreprise ;</li> <li>- Incubation : activités de conseils juridiques, administratives, d'orientation, de formation et de promotion fournies aux start-ups.</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> Plus de 300 projets de soutien à l'entrepreneuriat menés avec une grande variété d'acteurs.
<b>Services financiers</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prêt d'honneur ;</li> <li>- Crédit à moyen et long terme ;</li> <li>- Crédit d'exploitation ;</li> <li>- Bonification des taux d'intérêt ;</li> <li>- Fonds d'amorçage ;</li> <li>- Subvention d'équipement.</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> Grande variété de services financiers proposés.



<b>Formations courtes</b>	Gestion d'entreprise : Esprit d'entreprise et outils de gestion d'entreprise (comptabilité, étude de marché, fiscalité, marketing, e-commerce, recherche de financement, etc.) ; Technique de planification, de production et de gestion d'unité industrielle (agriculture, élevage, textiles, mécanique, services, énergie solaire etc.).
<b>Certification</b>	Aucune
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Variable en fonction de l'assistance apportée. Le suivi apparaît limité pour les plus petites entreprises.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Expérience passée avec des migrants de retour référencés par l'OIM : formations à la création et gestion d'entreprise dispensées aux migrants de retour et formation des OSC chargées du suivi et de l'accompagnement des bénéficiaires.
<b>Capacité d'absorption</b>	Plusieurs centaines de personnes par an
<b>Partenariats existants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de création et de mise en place d'Incubateur de Pépinière et d'Hôtel d'Entreprises dans le Secteur Agroalimentaire (PIPHE-SA) – BAD ;</li> <li>- PADEJ -BAD ;</li> <li>- IMPUSLE – ADA ;</li> <li>- Initiative de Renforcement des Capacités Productives pour les entreprises de la filière Anacarde au Burkina Faso (IRCP-Anacarde BF) – Conseil National de l'Anacarde ;</li> <li>- Action d'accélération de 30 micros, petites et moyennes entreprises dans le cadre du projet Promotion de l'Emploi pour les Jeunes en Milieu Rural (PROPEJ) – GIZ ;</li> <li>- Projet d'Appui à l'Entreprenariat de la Diaspora du Burkina Faso (PAED-BF).</li> </ul>
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	La taille de l'AFP-PME, sa polyvalence, son expérience avec les partenaires internationaux et sa présence territoriale en font un acteur pertinent au Burkina Faso pour faciliter l'insertion professionnelle et financière des migrants de retour.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A
<b>Autres remarques</b>	L'offre de l'AFP-PME est moins accessible que celle d'autres institutions financières, une sélection devrait être opérée pour assurer l'adéquation des profils de migrants de retour sélectionnés.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Madame BAGANE : Directrice des Partenariats et du Développement des Projets
<b>Contact</b>	<a href="mailto:bmariam@afppme.bf">bmariam@afppme.bf</a> ; <a href="mailto:direction@afppme.bf">direction@afppme.bf</a> +226 78 50 41 24 +226 25 31 83 11/12

## Fiche Partenaire 19 : Agence Nationale de Promotion de l'Emploi

ANPE	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	25 centres ANPE : 13 centres régionaux dans chaque chefs-lieux de région et 12 centres provinciaux
Structure	
<b>Type de structure</b>	Structure publique
<b>Type d'appui apporté</b>	Accompagnement personnalisé à l'entrepreneuriat
<b>Financements principaux</b>	Gouvernement, UE, ENABEL, ONG, secteur privé, Banque Mondiale, LuxDev, etc.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Autonomie de gestion. L'ANPE est en phase de transformation après l'évolution de son mandat (voir Rapport Burkina Faso, section 3.3)
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plusieurs centaines de personnes L'ANPE ne compte qu'une centaine d'agents en charge de conseiller et d'orienter les demandeurs d'emploi.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet ( <a href="https://anpe.bf/fr-fr/">https://anpe.bf/fr-fr/</a> ) sur le point d'être renforcé Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Incubateur et accélérateur</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueil, information et orientation des demandeurs d'emploi et porteurs de projet d'auto-emploi ;</li> <li>- Gestion de cas et suivi de bénéficiaires de projets internationaux.</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> Faible expérience dans la gestion de cas de projets internationaux de grande ampleur Manque de moyens pour opérer un accueil et une orientation de qualité (plateforme numérique non fonctionnelle et manque de bureaux d'accueil/personnel d'accueil).
<b>Formations courtes</b>	Formation à l'entrepreneuriat, formation aux techniques de recherche d'emploi
<b>Certification</b>	Aucune
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Peu de suivi à l'issue de l'appui apporté
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Expérience passée avec des migrants de retour référencés par l'OIM : formations à la création et la gestion d'entreprise dispensées dans le cadre d'un consortium avec la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso.

<b>Capacité d'absorption</b>	Plusieurs centaines de personnes par an une fois la transformation et le renforcement structurel de l'agence opéré
<b>Partenariats existants</b>	Coopérations bilatérales, notamment ENABEL Banques multilatérales, notamment la Banque mondiale Nombreuses structures nationales : centres de formation, CCI-BF etc.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	Le mandat de l'ANPE, sa polyvalence, son expérience avec les migrants de retour et sa présence territoriale en font un acteur pertinent au Burkina Faso pour faciliter l'insertion professionnelle et financière des migrants de retour.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Le suivi et l'accompagnement rapproché sur le long terme des bénéficiaires est actuellement très limité voire inexistant. L'assistance apportée est le plus souvent ponctuelle.
<b>Autres remarques</b>	Le manque structurel de capacités d'orientation et de gestion de cas de l'ANPE – en particulier hors de Ouagadougou – invite à un soutien matériel, financier et technique, important pour faire de l'ANPE un acteur central du dispositif de réintégration des migrants de retour au Burkina Faso.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	M. Kaboré, Directeur général
<b>Contact</b>	+226 78 84 30 39 fredkab18@yahoo.fr

## Fiche Partenaire 20 : Fédération Burkinabè des Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant

Fédération Burkinabè des Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre, Hauts-Bassins
<b>Ville</b>	Ouagadougou principalement, quelques structures à Ouahigouya et Bobo-Dioulasso
Structure	
<b>Type de structure</b>	Association à but non-lucratif, faîtière rassemblant une vingtaine de structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat au Burkina Faso
<b>Type d'appui apporté</b>	Variable en fonction des structures : globalement, accompagnement personnalisé à l'entrepreneuriat et à l'émergence de PME
<b>Financements principaux</b>	Financements différents suivant les structures : multiples acteurs du développement, privés et des ONG.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Aucun employé en propre Les entreprises qui composent la faîtière sont très différentes et comprennent, à elles toutes, des centaines d'employés. Toutes disposent d'un statut juridique formel, d'un lieu physique d'accueil, au moins 2 personnels, une expérience d'accompagnement avec au moins 3 structures et une existence numérique actualisée (site internet, réseaux sociaux)
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Tout public Les jeunes et les femmes sont en particulier ciblés.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Très variable en fonction des structures Plusieurs centaines de personnes en cumulé, au minimum plusieurs dizaines par an.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet ou réseaux sociaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- AFP-PME (<a href="https://afppme.bf/">https://afppme.bf/</a>) ;</li> <li>- Association Koura (<a href="https://associationkoura.org/">https://associationkoura.org/</a>);</li> <li>- BeoogoLAB (<a href="https://beoogolab.org/">https://beoogolab.org/</a>) ;</li> <li>- Akri : (<a href="https://www.facebook.com/akribf1/">https://www.facebook.com/akribf1/</a>);</li> <li>- Burkina Business Incubator (<a href="https://www.facebook.com/incubateurPMEBurkinaFaso/">https://www.facebook.com/incubateurPMEBurkinaFaso/</a>);</li> <li>- Focus Lab (<a href="https://focusgroup.africa/focuslabs/">https://focusgroup.africa/focuslabs/</a>) ;</li> <li>- Fondation RAVIE (<a href="https://revie.social/">https://revie.social/</a>);</li> <li>- Incub@UO (<a href="https://incubuo.tech/">https://incubuo.tech/</a>);</li> <li>- Infostarlab (<a href="https://www.facebook.com/InfoStarLab/">https://www.facebook.com/InfoStarLab/</a>);</li> <li>- Keolid (<a href="https://www.keolid.net/">https://www.keolid.net/</a>) ;</li> <li>- Sira Labs (<a href="https://www.facebook.com/SiraLabs/">https://www.facebook.com/SiraLabs/</a>);</li> <li>- La Fabrique (<a href="https://www.lafabrique-bf.com/">https://www.lafabrique-bf.com/</a>) ;</li> <li>- Technopole 2IE (<a href="https://www.2ie-edu.org/">https://www.2ie-edu.org/</a>);</li> <li>- Tiers lieu Mahna (<a href="https://mahna-burkina.com/">https://mahna-burkina.com/</a>);</li> <li>- Viva Innova (<a href="https://www.facebook.com/viva4innova/">https://www.facebook.com/viva4innova/</a>) ;</li> <li>- WakatLab (<a href="https://wakatlab.org/">https://wakatlab.org/</a>);</li> <li>- What you need (<a href="https://wyingroupe.com/a-propos-de-wyn/">https://wyingroupe.com/a-propos-de-wyn/</a>)</li> </ul>

Détails sur l'offre de service	
<b>Incubateur et accélérateur</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> - Incubation, prototypage, accélérateur avec différentes spécialités (entrepreneuriat social, dans les chaînes de valeur technologiques, agricoles, alimentation, santé, etc.)
	<b>Principaux résultats :</b> Un écosystème local de soutien à l'entrepreneuriat a émergé.
<b>Services financiers</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> Certaines structures disposent d'instruments financiers. Des crédits, collecte d'épargne et transferts d'argent, investissements au capital sont proposés.
	<b>Principaux résultats :</b> Services encore récents. Peu d'impact structurel jusqu'à présent.
<b>Formations courtes</b>	Multiplés formations proposées en gestion d'entreprise, éducation financière, gestion des stock, marketing etc. Variable en fonction de la structure.
<b>Certification</b>	Le plus souvent, aucune certification
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Suivi variable en fonction de la structure et de leurs capacités
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour</b>	Pas d'expérience de soutien à des migrants de retour de manière structurée. Services qui intéressent les jeunes en général, y compris certains migrants de retour.
<b>Capacité d'absorption</b>	Très variable en fonction des structures : plusieurs centaines de personnes par an en cumulé.
<b>Partenariats existants</b>	Coopérations bilatérales. Par exemple AFD, ADA, ENABEL, GIZ etc. Agences des Nations Unies : PNUD, UNCDF Banques multilatérales : Banque Africaine de Développement et Banque mondiale Nombreuses structures nationales : centres de formation, CCI-BF, etc. Réseaux internationaux de renforcement des capacités : Afric'Innov, Afrilabs, etc.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	La variété des services proposés par ces acteurs les rend pertinents pour mobiliser un maximum de migrants de retour, tout en assurant un niveau de motivation élevé. Ces derniers seront vraisemblablement une minorité compte tenu du haut degré d'autonomie, de motivation et de responsabilité nécessaire pour que l'accompagnement de ces structures soit un succès.
Remarques	
<b>Défis exprimés</b>	L'état d'esprit et la motivation sont des facteurs indispensables à la réussite d'un parcours entrepreneurial selon toutes les structures rencontrées. A l'avenir, il sera clé d'assurer une sélection et un niveau de motivation/responsabilisation suffisant des migrants de retour souhaitant s'orienter dans cette voie.
<b>Autres remarques</b>	Si la fédération est un interlocuteur pertinent pour échanger avec les structures qui la compose et les soutenir, des partenariats spécifiques avec chaque structure seront nécessaires pour permettre des référencement concrets vers ces dernières.
Contacts	
<b>Point focal</b>	Président de la Fédération : Rouamba Mahamdi
<b>Contact</b>	+226 25 35 55 35 / 76 82 01 57 / 70 00 53 09 mrouamba@beogolab.org

## PARTENARIATS POSSIBLES EN VUE DE FAVORISER L'ACCES AUX FINANCEMENTS

### Fiche Partenaire 21 : Réseau de Caisses Populaires du Burkina Faso (RCPB)

Réseau de Caisses Populaires du Burkina Faso (RCPB)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	Antennes dans toutes les chefs-lieux de province du pays.
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée
<b>Type d'appui apporté</b>	Services bancaires et financiers
<b>Organisation et gouvernance</b>	Société privée
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Ouvert à tous Produits adaptés à des publics très variés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caisses villageoises pour les plus pauvres, en zones isolées ;</li> <li>- Centres Financiers aux Entrepreneurs et Agriculteurs pour gérer les demandes des entreprises plus importantes</li> </ul>
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil
<b>Stratégie de communication</b>	Site web inaccessible Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Services bancaires et financiers</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Financements : crédits aux entreprises et particuliers, en milieu urbain et rural</li> <li>- Épargne et dépôts : compte courant, compte épargne</li> <li>- Transfert d'argent</li> <li>- Mobile Banking</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> la RCPB comptait plus de 73 % des clients et représentait 70 % des dépôts dans le secteur de la microfinance selon la Banque mondiale en 2019.
<b>Formations courtes</b>	Formations dispensées aux agents de la RCPB pour offrir un meilleur accompagnement mais également aux clients (éducation financière)
<b>Certification</b>	Aucune
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Pas de suivi spécifique (outre les pratiques habituelles du secteur)
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Possibilité de soutenir l'ouverture de comptes bancaires en faveur de migrants de retour, associée à la prestation de formations en éducation financière.
<b>Capacité d'absorption</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil outre la volonté de l'entreprise



<b>Partenariats existants</b>	<p>Multiples partenaires au cours de l'histoire du RCPB : UNCDF, OIT, ONG Développement International Desjardins, coopération canadienne, Centre d'Innovation Financière (CIF), etc.</p>
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	<p>La variété des activités de RCPB (formations et services financiers) et sa couverture territoriale étendue en font un acteur pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour.</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A
<b>Autres remarques</b>	<p>Le partenariat avec ce type d'entreprises privées devrait viser à créer le moins de distorsions de marché possible, notamment en assurant que les produits financiers proposés (fonds de garantie, crédits préférentiels, etc.) soient issus/adossés sur des fonds propres de l'entreprise, par opposition à des financements internationaux. Ceci afin d'assurer un engagement financier de l'entreprise.</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Directrice générale : Mme Azaratou SONDO /NIGNAN
<b>Contact</b>	<p>Contacts génériques : +226 25 37 42 85/86/87 fcpb@rcpb.bf</p>

## Fiche Partenaire 22 : Fonds d'Appui à l'Insertion des Jeunes (FAIJ)

Fonds d'Appui à l'Insertion des Jeunes (FAIJ)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	Bureaux dans chaque chef-lieu de région
Structure	
<b>Type de structure</b>	Établissement Public de l'État de la catégorie des Fonds Nationaux de Financement
<b>Type d'appui apporté</b>	Financement de micro-crédits
<b>Organisation et gouvernance</b>	Autonomie de gestion Dirigé par un comité d'administration et administré par un comité de prêt
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Ouvert aux jeunes de 18 à 35 ans formés à l'entrepreneuriat. Les associations et groupements de jeunes. Les financements du FAIJ se focalisent sur les domaines d'activités relatives à l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce et les services.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site web : <a href="https://www.faij.gov.bf/accueil">https://www.faij.gov.bf/accueil</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Services bancaires et financiers</b>	<b>Type d'appui proposé</b> : financements <ul style="list-style-type: none"> <li>- De 200 000 à 2 millions FCFA pour les individus et 500 000 à 5 millions FCFA pour les groupements.</li> <li>- La durée de remboursement est de 3 à 36 mois. Il peut être appliqué un différé de paiement de 3 à 6 mois maximum.</li> <li>- Taux préférentiel en fonction du profil du bénéficiaire : 2 % pour les personnes vivant avec un handicap, 3,5 % pour les femmes, 4 % pour les hommes.</li> </ul>
	<b>Principaux résultats</b> : 13 000 promoteurs en cours de soutien actuellement pour une moyenne de crédit octroyé de 1 million FCFA.
<b>Formations courtes</b>	Des formations de courte durée sont financées par le fonds puisqu'il s'agit d'une condition <i>sine qua none</i> pour bénéficier d'un financement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- En formulation de projet</li> <li>- En étude de marché</li> <li>- En gestion</li> </ul> Ces formations, d'une durée de cinq jours, sont organisées par des formateurs sélectionnés par le fonds sur appel d'offres.
<b>Certification</b>	Aucune

<b>Suivi des bénéficiaires</b>	<p>Le suivi des promoteurs et l'appui-conseil font parties des missions du FAIJ mais les ressources pour assurer ces activités sont insuffisantes</p> <p>Une étude d'impact sur ses activités a été réalisée en 2016. Besoin de renouveler cet exercice.</p>
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	<p>Pas de collaboration passée avec l'OIM.</p> <p>Des migrants de retour ont toutefois bénéficié du FAIJ, sans être pour autant spécifiquement ciblés.</p>
<b>Capacité d'absorption</b>	<p>Pas de limite à la capacité d'accueil par rapport au nombre de migrants de retour susceptibles d'être éligible à l'aide du FAPE.</p>
<b>Partenariats existants</b>	<p>La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique, le Koweït et des entreprises privées ont collaboré avec le FAIJ dans le passé.</p> <p>La Banque mondiale et l'UE sont également partenaires.</p>
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	<p>Les financements proposés par le FAIJ en font un acteur très pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour. Cette assistance ne pourra néanmoins suffire à elle seule pour assurer des résultats satisfaisants. Elle devra faire partie d'un dispositif d'accompagnement rapproché.</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	<p>Besoin de s'ouvrir à de nouveaux secteurs d'activités comme la culture ou les emplois verts.</p>
<b>Autres remarques</b>	<p>Le processus d'obtention de crédit et le suivant : Un dossier de candidature est déposé, nécessitant souvent l'appui de cabinets de conseil, du ministère de la Jeunesse ou de l'ANPE pour son montage. Les agents de terrain présélectionnent ensuite les dossiers de candidature.</p> <p>Le FAIJ est plus accessible pour les jeunes et les plus vulnérables que les autres fonds nationaux de financement car il n'exige pas de garantie.</p> <p>Taux de recouvrement relativement satisfaisant selon le directeur (entre 60 et 70%) alors que l'étude de 2016 soulignait un taux de recouvrement bien inférieur.</p> <p>Cette même étude souligne un taux de survie des entreprises de 64% pour les entreprises créées et 81% pour les entreprises renforcées par le fonds.</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	SANON Sébastien, ancien directeur
<b>Contact</b>	+226 70 46 81 88 / 70 20 28 18"

## Fiche Partenaire 23 : Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE)

Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	Bureaux dans chaque chef-lieu de région
Structure	
<b>Type de structure</b>	Etablissement Public de l'Etat de la catégorie des Fonds Nationaux de Financement
<b>Type d'appui apporté</b>	Financement de projets de niveau intermédiaire
<b>Organisation et gouvernance</b>	Autonomie de gestion Dirigé par un comité d'administration et administré par le comité de Prêt 53 agents dans tout le pays, dont près de la moitié à Ouagadougou.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Ouvert à toutes personnes entre 18 et 64 ans. Les personnes morales, associations et groupements peuvent aussi en bénéficier. De fait, les personnes âgées de plus de 40 ans (près de 85% en 2016) et les résidents de Ouagadougou (53% en 2016) constituent la grande majorité des bénéficiaires.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site web: <a href="http://www.fape.bf/">http://www.fape.bf/</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Services bancaires et financiers</b>	<b>Type d'appui proposé</b> : Financements : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entre 1,5 millions et 10 millions FCFA</li> <li>- Remboursables sur 2 à 5 ans à échéances mensuelles, trimestrielles ou semestrielles. Un différé de 6 mois peut être accordé.</li> <li>- Taux d'intérêts préférentiels : 8% pour les projets agricoles ou d'élevage, 10% pour les projets d'artisanat ou de transformation de produits locaux, 12% pour les projets de commerce, prestation de services, transports et BTP.</li> </ul> Les personnes handicapées ont accès à taux préférentiels de 4%.
	<b>Principaux résultats</b> : En moyenne, 600 personnes bénéficiaires par an. Moyenne de financement et de 2,6 millions de FCFA.
<b>Formations courtes</b>	Des formations de courte durée sont proposées mais rarement dispensées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- En formulation de projet</li> <li>- En étude de marché</li> <li>- En gestion</li> </ul>
<b>Certification</b>	Aucune
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Un suivi-accompagnement est en partie réalisé par le fonds. Une étude d'impact sur ses activités a été réalisée en 2016.
Partenariats	

<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Collaboration passée avec l'OIM en faveur des migrants de retour aux résultats insatisfaisants. Peu de migrants ont bénéficié de crédits compte tenu de leur manque de garantie et peu de résultats satisfaisants en termes d'insertion à l'heure actuelle.
<b>Capacité d'absorption</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil par rapport au nombre de migrants de retour susceptibles d'être éligibles à l'aide du FAPE.
<b>Partenariats existants</b>	La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique et Banque Africaine de Développement ont été des soutiens dans le passé.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	Les financements proposés par le FAPE en font un acteur pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour. Cette assistance ne pourra néanmoins correspondre à tous les migrants de retour (nécessité de sélection) et suffire à elle seule pour assurer des résultats satisfaisants. Elle devra faire partie d'un dispositif d'accompagnement rapproché.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	Besoins de renforcer la formation technique à un métier en parallèle de fournir des financements pour assurer une plus grande efficacité de ces derniers.
<b>Autres remarques</b>	<p>Le processus d'obtention de crédit est le suivant : Un dossier de candidature est déposé, nécessitant souvent l'appui de cabinets de conseil ou de l'ANPE pour son montage. Les agents de terrain présélectionnent ensuite les dossiers de candidature. La directrice statue pour les prêts de moins de 3 millions de FCFA. Pour les montants plus importants, un comité de sélection statue après visite de terrain.</p> <p>Aussi, le processus de sélection est peu accessible pour les jeunes et les plus vulnérables. Si les garanties demandées sont moins importantes que celles exigées par les banques, il est toujours exigé une caution d'une valeur égale au montant du prêt (par exemple véhicule, bulletins de salaire, titre foncier, etc.).</p> <p>Les associations ou groupement formellement reconnus par l'Etat peuvent accéder plus facilement au crédit : une caution solidaire entre les membres est suffisante.</p> <p>Taux de non-recouvrement élevé (majoritaire en 2016).</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Mme DAO Karidiatou, Directrice
<b>Contact</b>	+226 78 85 29 97

## Fiche Partenaire 24 : Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)

Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Toutes les régions du pays
<b>Ville</b>	Bureaux dans chaque chef-lieu de région
Structure	
<b>Type de structure</b>	Etablissement Public de l'Etat de la catégorie des Fonds Nationaux de Financement
<b>Type d'appui apporté</b>	Financement de micro-crédits
<b>Organisation et gouvernance</b>	Autonomie de gestion Dirigé par un comité d'administration et administré par le comité de Prêt 71 agents. La majorité d'entre eux réside dans la capitale.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Ouvert à tous les acteurs du secteur informel âgés de 18 à 60 ans. Plus de 60% des bénéficiaires de financements sont à Ouagadougou. Les associations et groupements peuvent aussi en bénéficier. Le FASI intervient dans les domaines de l'agro-pastoralisme, l'artisanat, le commerce et les prestations de services. La majorité des bénéficiaires sont analphabètes.
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Services bancaires et financiers</b>	<b>Type d'appui proposé</b> : financements <ul style="list-style-type: none"> <li>- De 100 000 à 1,5 millions FCFA. Le montant d'un premier prêt n'excède pas 500 000 FCFA.</li> <li>- La durée de remboursement ne peut excéder 5 ans. Elle est souvent de 12 ou 24 mois. Il peut être appliqué un différé de 6 mois maximum.</li> <li>- Taux préférentiel en fonction des secteurs d'activités : 13% pour le commerce, la prestation de services et l'artisanat, 10% pour l'agropastoralisme.</li> </ul> Les personnes handicapées bénéficient d'un taux préférentiel de 4%. En complément, les frais de dossier et de suivi s'élèvent à 2%.
	<b>Principaux résultats</b> : Environ 2 000 promoteurs par an pour un encours de 1 milliard FCFA/an
<b>Formations courtes</b>	Une formation à l'éducation financière est dispensée à tous les bénéficiaires
<b>Certification</b>	Aucune
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Un suivi est réalisé pour assurer le recouvrement des fonds
Partenariats	



<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Pas d'expérience de collaboration avec l'OIM. Possibilité de réaliser une convention spécifique dans le cadre d'un projet visant spécifiquement les migrants de retour afin d'adapter l'offre de services du FASI.
<b>Capacité d'absorption</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil par rapport au nombre de migrants de retour susceptibles d'être éligibles à l'aide du FASI.
<b>Partenariats existants</b>	Dans le passé, appui de la Banque Arabe pour le Développement en Afrique et de Taiwan.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	Les financements proposés par le FASI en font un acteur pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour. Cette assistance ne pourra néanmoins correspondre à tous les migrants de retour (nécessité de sélection) et suffire à elle seule pour assurer des résultats satisfaisants. Elle devra faire partie d'un dispositif d'accompagnement rapproché.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A
<b>Autres remarques</b>	<p>Le processus d'obtention de crédit est le suivant : un dossier de candidature est déposé. Des visites de terrain sont ensuite menées pour observer des indices d'activité et un dossier de financement est monté par les agents de terrain. Le dossier est soumis à des analyses de crédit, puis transmis à un comité de prêt, présidé par le Directeur.</p> <p>Le processus de sélection n'est aisément accessible pour les jeunes et les plus vulnérables. Si les garanties demandées sont moins importantes que celles exigées par les banques, il est toujours exigé une caution (carte grise ou titre foncier).</p> <p>Les associations ou groupement formellement reconnus par l'Etat peuvent accéder plus facilement au crédit : une caution solidaire entre les membres est suffisante.</p> <p>Le taux de recouvrement est satisfaisant (proche de 80%) et semble être meilleur que ceux du FAIJ et du FAPE.</p>
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	M. ZOURE Élie, directeur
<b>Contact</b>	+226 70 26 34 38 / 70 20 04 72

## Fiche Partenaire 25 : Fonds Burkinabè de Développement Économique et Social

FBDES	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Établissement Public de l'État de la catégorie des Fonds Nationaux de Financement
<b>Type d'appui apporté</b>	Services financiers : prises de participations à titre d'actionnaire ou en portage ; souscription d'obligations ; cautions sous forme d'aval ou de dépôts de garantie ; bonifications de taux d'intérêt ; opérations de crédits.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Le Conseil de Gestion est l'organe de décision, notamment quant à l'approbation de tous les dossiers soumis à financement du Fonds et l'adoption des états financiers. Le Secrétariat Permanent est l'organe gestionnaire
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Start-up et PME
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site web : <a href="https://fbdes.org/">https://fbdes.org/</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Services bancaires et financiers</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> Différents programmes ont été spécifiquement créés proposant des services et conditions d'accès spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Burkina Start up</li> <li>- Agri nova</li> <li>- Fonds d'amorçage avec le PADEJ</li> </ul>
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	En fonction du type d'appui apporté, suivi plus ou moins rapproché.
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Aucune expérience avec des migrants de retour.
<b>Capacité d'absorption</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil compte tenu du nombre de migrants de retour.
<b>Partenariats existants</b>	Banques multilatérales : Banque mondiale et Banque Africaine de Développement Partenaires gouvernementaux : le FBDES est utilisé par plusieurs ministères pour mener des projets de soutien dans leurs domaines d'intervention.

<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	<p>Les services proposés par le FBDES peuvent en faire un acteur pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour s'ils étaient adaptés aux attentes et profil des migrants de retour. Un guichet spécifique pourrait être créé comme cela a été le cas pour d'autres projets.</p> <p>Cette assistance ne pourra correspondre à tous les migrants de retour (nécessité de sélection) et devra faire partie d'un dispositif plus large d'accompagnement rapproché.</p>
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A
<b>Autres remarques</b>	Le FBDES cible les PME et start-ups. Il ne pourrait bénéficier qu'à certains migrants de retour, ayant réussi la première étape de leur réintégration économique.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Wendpanga Bruno COMPAORE, directeur général
<b>Contact</b>	<p>Contacts accueil :</p> <p>+226 25 37 60 26</p> <p>contact@fbdes.bf</p>

## Fiche Partenaire 26 : ONG TRIAS

TRIAS	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Interventions dans le Centre, Centre-Est, Centre Nord et l'Ouest du pays
<b>Ville</b>	Bureau à Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	ONG internationale
<b>Type d'appui apporté</b>	Soutien à l'entrepreneuriat et à l'accès au financement
<b>Organisation et gouvernance</b>	Équipe d'une dizaine de personne à Ouagadougou dirigée par le chef de bureau Afrique de l'Ouest Interventions sur une base projet
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Fermiers et entrepreneurs
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Variable en fonction des projets : plusieurs dizaines de milliers de personnes déjà soutenues au Burkina Faso en milieu rural.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site web : <a href="https://www.trias.ngo/en/worldwide/burkina-faso-and-ghana">https://www.trias.ngo/en/worldwide/burkina-faso-and-ghana</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Services bancaires et financiers</b>	<b>Types d'appuis proposés</b> : Approche holistique visant à renforcer l'écosystème entrepreneurial en milieu rural, notamment par l'accès aux financements : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration du financement des chaînes de valeurs agricoles : formation des bénéficiaires à l'éducation financière, élaboration de calendriers de financement des chaînes de valeur conformément à leur cycle de production, formation des agents de crédit, signature de conventions de partenariat entre les institutions financières et les organisations de producteurs préalablement soutenues ;</li> <li>- Société de cautionnement mutuelle ;</li> <li>- Création de groupe villageois d'épargne et de crédit.</li> </ul>
	<b>Principaux résultats</b> : les trois approches ont été mise en place au Burkina Faso. Près de 6000 agriculteurs et entrepreneurs familiaux ont déjà tiré profit des mises en relation et des mécanismes d'accès au financement pour 35 milliards FCFA. Taux de remboursement de 100%.
<b>Formations courtes</b>	Diverses formations réalisées pour les bénéficiaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éducation financière ;</li> <li>- Gestion ;</li> <li>- Négociation commerciale ;</li> <li>- Contractualisation ;</li> <li>- Fixation des prix et calcul des coûts.</li> </ul>
<b>Certification</b>	Aucune
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Suivi rapproché par le biais des partenaires de projets, en particulier les organisations de producteurs et les institutions financières.

Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Aucune expérience avec des migrants de retour. Services très complémentaires avec l'assistance fournie jusqu'à présent en milieu rural (formations techniques courtes et achat d'équipements/intrants) pour une meilleure durabilité des activités des migrants de retour.
<b>Capacité d'absorption</b>	Pas de limite à la capacité d'accueil compte tenu du nombre de migrants de retour.
<b>Partenariats existants</b>	Nombreux partenaires pour la mise en œuvre des activités : ONG internationales ; organisations de producteurs et institutions de microfinance (en particulier RCPB). Les bailleurs actuels sont le ministère des affaires étrangère belge (DGD), ENABEL, le Comité français de solidarité international et AGRA.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	Les services proposés par le TRIAS en font un acteur très pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour en milieu rural.
Remarques	
<b>Défis exprimés</b>	Volonté de faire perdurer les dispositifs mis en place.
<b>Autres remarques</b>	N/A
Contacts	
<b>Point focal</b>	René Fara Millimouno, directeur régional Afrique de l'Ouest
<b>Contact</b>	rene.fara.millimouno@trias.ngo

## 2.3. Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat

### Fiche Partenaire 27 : RMO Job center

RMO Job center	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Région du Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée
<b>Type d'appui apporté</b>	Agence de placement
<b>Financements actuels / principaux</b>	Fonds propres et bénéfiques Les clients sont des ONG, entreprises du secteur minier et locales.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Entreprise privée solide, disposant d'une expérience de plus de 30 ans dans le secteur et présente au Burkina Faso depuis 2010. Le siège est en Côte d'Ivoire.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Toutes sortes de profils, en fonction des demandes des clients : ouvrier journalier, technicien supérieur, agent de maîtrise, cadre, cadre supérieur, dirigeant. Tous types de contrats : Intérim, CDD, CDI
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plus de 2500 personnes placées en 2022.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet : <a href="https://www.rmo-jobcenter.com/fr.html">https://www.rmo-jobcenter.com/fr.html</a> Réseaux sociaux Le bouche à oreille et la bonne réputation du centre sont clés.
Détails sur l'offre de service	
<b>Placement dans l'Emploi</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sélection de profils recherchés : tests de recrutement, entretiens</li> <li>- Recrutement : 2 types de recrutements. Recrutement simple qui consiste à recruter le profil et recrutement avec gestion du personnel (versement des salaires et gestion des formalités administratives) ;</li> <li>- Placement en entreprise : <i>short-list</i> proposée au client qui fait son choix final ;</li> <li>- Intérim.</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> RMO est un acteur reconnu au Burkina Faso. Les entreprises approchent le centre d'elles-mêmes. Peu de démarchage nécessaire.
<b>Formations courtes</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations courtes à l'employabilité à l'endroit des demandeurs d'emploi : montage de CV, rédaction de lettres de motivation et comportement en entretien avec participation de DRH partenaires.</li> <li>- Formations sur les techniques de sécurité et l'hygiène au travail.</li> </ul> Les bénéficiaires sont principalement des diplômés en recherche d'emploi.

<b>Certification des formations</b>	Une attestation de participation est délivrée en fin de formation.
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Existence d'un service de suivi, qui se charge notamment de soutenir les personnes formées dans leurs démarches de recherche d'emploi.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Pas d'expérience avec les migrants de retour, mais intérêt à soutenir ce public.
<b>Capacité d'absorption</b>	La limite en termes d'intégration dépend des demandes des clients.
<b>Partenariats existants</b>	Pas de partenariat avec des PTF. Entreprises privées nationales et internationales : TOTAL, Bolloré, Brakina, etc. Plus de 60 partenaires.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	RMO job center offre une gamme de services complète vers l'emploi avec un haut de degré d'insertion finale compte tenu de son réseau et de sa connaissance des besoins des entreprises. Cette dernière gagnerait à être partagée avec les acteurs de la réintégration des migrants de retour.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	La situation sécuritaire crée des difficultés d'intervention et des licenciements dans une contexte où les entreprises sont de moins en moins nombreuses.
<b>Autres remarques</b>	A l'image des autres agences de placement, une des clés de la réussite de RMO Job Center réside dans la sélection des profils et l'orientation des personnes placées. Ce processus gagnerait à être étendu aux migrants de retour pour permettre un taux d'insertion maximal quel que soit leur parcours de réintégration (entrepreneuriat, placement en emploi, formation).
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Sali Tiendrebeogo, chargée d'affaires à RMO Job Center.
<b>Contact</b>	+226 25 36 00 09



## Fiche Partenaire 28 : 3M Solutions

3M Solutions	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Région du Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée
<b>Type d'appui apporté</b>	Agence de placement
<b>Financements actuels / principaux</b>	Fonds propres et bénéfiques Les clients sont le secteur industriel, minier, BTP, etc.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Entreprise privée récente (3 ans)
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Travailleurs des métiers de l'industrie : soudeurs, mécaniciens, électriciens, etc. Tous types de contrats : Intérim, CDD, CDI
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plus de 200 personnes placées après trois ans d'activité.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Réseaux sociaux : <a href="https://www.facebook.com/3msolutionsBurkina">https://www.facebook.com/3msolutionsBurkina</a>
Détails sur l'offre de service	
<b>Placement dans l'Emploi</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> - Sélection de profils recherchés - Intérim - Recrutement et placement en entreprise
	<b>Principaux résultats :</b> Croissance continue de l'entreprise depuis 3 ans malgré un contexte difficile.
<b>Formations</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> Formations de courte (jour, semaine) et longue durées (année) dans l'industrie. Les personnes formées sont soutenues dans leurs placement et insertion.
<b>Certification des formations</b>	N/A
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Pas de service de suivi des bénéficiaires.
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Pas d'expérience avec les migrants de retour, mais intérêt à soutenir ce public.
<b>Capacité d'absorption</b>	La limite en termes d'intégration dépend des demandes des clients.

<b>Partenariats existants</b>	Pas de partenariat avec des PTF. Entreprises privées : minières ou cimenterie
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	3M solutions est une structure dynamique en mesure d'offrir une assistance complète aux migrants de retour allant de la formation technique au placement, grâce à son réseau et de sa connaissance des besoins des entreprises industrielles. Cette dernière gagnerait à être partagée avec les acteurs de la réintégration des migrants de retour.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A.
<b>Autres remarques</b>	3M Solutions pourrait être mobilisée dans la phase d'orientation des migrants de retour souhaitant s'orienter vers les secteurs industriel, minier ou du BTP pour proposer des formations courtes de mise à niveau puis faciliter leurs placements grâce à son réseau.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Compaoré Agathe, Manager Sarah Nacro, Directrice marketing.
<b>Contact</b>	+ 226 67 02 99 99 3msolutionss@gmail.com + 226 70 74 62 17 / 75 21 91 91 <a href="mailto:nacro_sarah@3msolutionss.com">nacro_sarah@3msolutionss.com</a>

## Fiche Partenaire 29 : Bel Emploi

Bel Emploi	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Région du Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée
<b>Type d'appui apporté</b>	Agence de placement
<b>Financements actuels / principaux</b>	Fonds propres et bénéfiques Les clients sont des entreprises minières, industrielles, des télécommunications etc.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Entreprise privée
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Principalement les métiers ouvriers : personnel de terrassement, personnel de topographie, conducteur d'engins lourds, chauffeur, foreur, opérateur d'engins lourds, aide opérateurs, rampiste chauffagiste, personnel administratif, personnel d'encadrement, personnel de soutien ou de services généraux. Tout type de contrats : Intérim, CDD, CDI
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plus de 600 personnes placées actuellement.
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet : <a href="https://www.belemploi.com/index.php">https://www.belemploi.com/index.php</a> Réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
<b>Placement dans l'Emploi</b>	<p><b>Type d'appui proposé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sélection de profils recherchés ;</li> <li>- Intérim ;</li> <li>- Recrutement et placement ;</li> <li>- Gestion de la paie, gestion des obligations fiscales et sociales ;</li> <li>- Diagnostic RH, bilan de compétences, suivi et évaluation du personnel ;</li> <li>- Gestion des risques psychosociaux au travail ;</li> <li>- Appui à la reconversion ;</li> <li>- Programme d'accompagnement pour les jeunes, mentorat, stages.</li> </ul> <p><b>Principaux résultats :</b> Bel Emploi affirme être en croissance et vise à soutenir 1 000 personnes d'ici la fin 2022. Constitution d'une base de données de demandeurs d'emploi conséquente.</p>
<b>Formations courtes</b>	<p><b>Type d'appui proposé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations pré-emploi des équipes, adaptées au client</li> <li>- Formation en hygiène, santé, sécurité et environnement</li> </ul>
<b>Certification des formations</b>	N/A

<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Pas de service de suivi des bénéficiaires.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Pas d'expérience avec les migrants de retour, mais intérêt à soutenir ce public.
<b>Capacité d'absorption</b>	Estimation d'une trentaine de personnes. La limite en termes d'intégration dépend des demandes des clients.
<b>Partenariats existants</b>	Pas de partenariats avec des PTF. Entreprises privées : EBOMAF SA, SONABHY, SFTP Mining, Washington Gold, Acimex SARL, ONATEL SA. Structures locales : Université Aube Nouvelle, CCI-B, Institut supérieur de Technologie IST
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	Bel Emploi offre une large gamme de services à destination des entreprises du secteur industriel. Ses capacités en termes de bilan des compétences et de reconversion professionnelle pourraient être utilisées au service des migrants de retour pour améliorer leur orientation. Son large réseau d'employeurs et sa connaissance de leurs besoins pourraient aussi être mobilisés et partagés pour faciliter le placement de ces derniers.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A.
<b>Autres remarques</b>	Bel Emploi pourrait être mobilisé dans la phase d'orientation des migrants de retour souhaitant s'orienter vers les secteurs industriel, minier ou du BTP pour évaluer leurs compétences, proposer des formations courtes et les intégrer à sa base de données de demandeurs d'emploi afin que ceux-ci bénéficient de son réseau.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Kambou Djemi, responsable ressources humaines. Kambou Alin Noumonsa
<b>Contact</b>	+226 72 09 80 18 +226 70 16 91 68

SAER Emploi	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Région du Centre
<b>Ville</b>	Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Privée. Créée dans les années 1990 au Mali et implantée au Burkina Faso depuis 2011. SAER Emploi travaille désormais dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest.
<b>Type d'appui apporté</b>	Agence de placement
<b>Financements actuels / principaux</b>	Fonds propres et bénéfiques Les clients sont des entreprises minières pour la plupart.
<b>Organisation et gouvernance</b>	Entreprise privée Une dizaine de collaborateurs au Burkina Faso.
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Grande variété de métiers couverts : électriciens, conducteurs d'engins lourds, gardiens, femmes de ménages, chauffeurs, mais également des cadres Tous types de contrats : Intérim, CDD, CDI
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Plus de 400 personnes placées en 2021
<b>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</b>	Site internet : <a href="http://www.saer-emploi.com/">http://www.saer-emploi.com/</a> Réseaux sociaux SAER Emploi a une dizaine d'années d'expérience au Burkina Faso et jouit d'une certaine notoriété.
Détails sur l'offre de service	
<b>Placement dans l'Emploi</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sélection de profils recherchés</li> <li>- Intérim</li> <li>- Recrutement et placement</li> <li>- Gestion de la paie, du personnel et outsourcing de la fonction RH</li> <li>- Études, conseil, assistance en matière sociale, et audit social (Emploi, recrutement, carrière, effectifs, etc.)</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> Importante base de données de demandeurs d'emploi aux profils variés. Des candidats non-alphabétisés/non-qualifiés y sont intégrés et la SAER met en avant leurs compétences et encourage leur polyvalence pour travailler dans les secteurs des mines, du BTP ou de l'agriculture. Ces ouvriers non qualifiés sont les plus nombreux au sein de cette base de données.
<b>Formations</b>	<b>Types d'appuis proposés :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation et coaching à l'employabilité (techniques d'emploi, rédaction de CV, conduire un entretien etc.)</li> <li>- Formation à destination des clients : SAER Emploi dispose d'un catalogue de formations sur différents thèmes (ex : gestion de projet, de la relation client ou du personnel, management etc.) adaptées sur mesure aux besoins des clients.</li> </ul>

	Les formations sont proposées à travers un réseau d'intervenants externes ou des experts internes.
<b>Certification des formations</b>	Une attestation de participation est délivrée en fin de formation.
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Pas de service de suivi des bénéficiaires.
<b>Partenariats</b>	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Pas d'expérience avec les migrants de retour, mais intérêt à soutenir ce public, notamment en les intégrant à la base de données des demandeurs d'emploi.
<b>Capacité d'absorption</b>	Potentiellement plusieurs centaines de personnes. La limite en termes d'intégration dépend des demandes des clients.
<b>Partenariats existants</b>	Pas de partenariats avec des PTF. Entreprises privées nationales et internationales : 8 entreprises principalement, non citées pour des raisons de confidentialité. Volonté de nouer des partenariats avec les universités et structures de formation locales pour développer les formations à l'employabilité.
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	SAER Emploi offre une large gamme de services à destination des entreprises, notamment dans le secteur minier. Ses capacités d'évaluation des compétences et de mise en relation avec le secteur privé pourraient être utilisées au service des migrants de retour pour améliorer leur orientation et faciliter leur placement.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A.
<b>Autres remarques</b>	SAER Emploi pourrait être mobilisé au cours de la phase d'orientation des migrants de retour souhaitant s'orienter vers le secteur minier notamment, pour évaluer leurs compétences, proposer des formations courtes et les intégrer à sa base de données de demandeurs d'emploi afin que ceux-ci bénéficient de son réseau.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Cissé Amadou, responsable des relations extérieures
<b>Contact</b>	+226 65 28 68 88

## 2.4. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables

### Fiche Partenaire 31 : Croix Rouge

Croix Rouge	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Interventions dans tout le pays
<b>Ville</b>	Bureau central à Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	ONG
<b>Type d'appui apporté</b>	Protection des personnes vulnérables
<b>Financements principaux</b>	Par le passé sur les questions de migration : Royaume-Uni et UE
<b>Organisation et gouvernance</b>	Différentes Croix rouges sont présentes au Burkina : Croix rouge burkinabè, Croix rouge espagnole et le Comité international de la Croix rouge (CICR)
<b>Profil des bénéficiaires</b>	Personnes vulnérables
<b>Capacité totale</b>	Élevée
Détails sur l'offre de service	
<b>Protection des mineurs</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance au logement</li> <li>- Assistance alimentaire</li> <li>- Assistance médicale et psychosociale</li> <li>- Assistance juridique</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> Expérience de collaboration dans le cadre du Mécanisme national de référencement (MNR) développé par l'OIM
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Expérience d'assistance auprès des migrants de retour, en particulier sur le plan psychosocial. Possibilité de répliquer l'expérience passée avec de jeunes migrants en transit pour les migrants de retour dans le cadre d'un nouveau mécanisme de référencement.
<b>Capacité d'absorption</b>	Variable en fonction des financements reçus et des projets existants
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	La Croix rouge est un partenaire essentiel pour la prise en charge des personnes vulnérables au Burkina Faso disposant d'une expérience d'assistance auprès de migrants. Le volet psychosocial de l'assistance devra être un point d'attention particulier à l'avenir. Les capacités de la Croix Rouge à cet égard mériteraient d'être renforcées.
Contacts	
<b>Point focal</b>	Mr. KOUSSE Bia, Psychologue
<b>Contact</b>	+226 56 32 66 09 / 70 27 48 50



## Fiche Partenaire 32 : Caritas

Caritas	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Interventions dans le Centre Nord, Centre et Centre-Est
<b>Ville</b>	Bureau central à Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	ONG
<b>Type d'appui apporté</b>	Protection des personnes vulnérables
<b>Financements principaux</b>	Par le passé sur les questions de migration : UE
<b>Organisation et gouvernance</b>	Organisation internationale
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Personnes vulnérables
<b>Capacité totale</b>	Élevée
Détails sur l'offre de service	
<b>Protection des mineurs</b>	<b>Type d'appui proposé :</b> Assistance ponctuelle : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au logement</li> <li>- Alimentaire et besoins primaires</li> <li>- Médicale et psychosociale</li> <li>- Juridique</li> </ul>
	<b>Principaux résultats :</b> Assistance apportée aux migrants en transit au même titre que la Croix Rouge
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Possibilité de répliquer l'expérience passée avec de jeunes migrants en transit pour les migrants de retour dans le cadre d'un nouveau mécanisme de référencement.
<b>Capacité d'absorption</b>	Variable en fonction des financements reçus et des projets existants
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	Caritas est un partenaire qui dispose d'une expérience dans l'assistance aux migrants vulnérables et pourrait être mobilisé en complément de la Croix Rouge pour renforcer le niveau d'assistance apporté ou investir des zones non couvertes par la Croix Rouge.  Ces deux acteurs disposent d'une expérience de collaboration dans le cadre d'un projet sur financement UE.
Contacts	
<b>Point focal</b>	Olivier Dumont, Chef de projet
<b>Contact</b>	odumont@caritas.ch

## Fiche Partenaire 33 : UNICEF

UNICEF	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Région</b>	Interventions dans diverses régions
<b>Ville</b>	Bureau central à Ouagadougou
Structure	
<b>Type de structure</b>	Organisme des Nations Unies
<b>Type d'appui apporté</b>	Protection de l'enfance
<b>Organisation et gouvernance</b>	Organisation internationale
<b>Profil des bénéficiaires actuels</b>	Mineurs et jeunes
<b>Capacité totale (actuelle et à terme)</b>	Élevée
Détails sur l'offre de service	
<b>Protection des mineurs</b>	<b>Types d'appuis proposés</b> : protection intégrale pour le mineur et sa famille proche, continuum d'assistance de l'accueil à la réinsertion
	<b>Principaux résultats</b> : Références effectifs par le passé avec l'OIM pour la prise en charge de migrants en transit mineurs.
<b>Suivi des bénéficiaires</b>	Suivi intégralement réalisé par l'UNICEF une fois le référencement opéré par l'OIM
Partenariats	
<b>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</b>	Possibilité de répliquer l'expérience passée avec de jeunes migrants en transit pour les migrants de retour dans le cadre d'un nouveau mécanisme de référencement.
<b>Capacité d'absorption</b>	Variable en fonction des financements reçus et des projets existants
<b>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</b>	L'UNICEF est un partenaire essentiel qui dispose de compétences propres pour la prise en charge des besoins particuliers des migrants de retour mineurs. Point d'attention sur la difficulté d'identifier des pistes viables de d'insertion professionnelle/économiques pour les mineurs.
Contacts	
<b>Point focal</b>	Sandra Lattouf, directrice Burkina Faso
<b>Contact</b>	Accueil : +226 25 49 07 00

### 3. FICHES ACTEURS

Les Fiches Acteurs présentent les structures clés intervenant dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'entrepreneuriat, du soutien à l'essor du secteur privé ou à l'accompagnement de publics vulnérables qui pourraient également constituer des partenaires pertinents pour l'Union européenne à moyen terme.

#### Fiche Acteur 1: LuxDev

LuxDev	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
Formation professionnelle	
<b>Nom du projet</b>	APOSE
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître l'offre de l'EFTP dans les secteurs économiques prioritaires au profit des jeunes et des adultes</li> <li>- Améliorer l'efficacité interne et externe de l'EFTP (et de l'insertion) par des formations de qualité</li> <li>- Asseoir un dispositif efficace et efficient de pilotage et de coordination</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	2019-2024
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Territoire national
<b>Budget</b>	>42 millions EUR : <ul style="list-style-type: none"> <li>- &gt; 28 millions EUR d'appui des partenaires (Luxembourg : 13M EUR ; AFD : 10M EUR ; Suisse : 3M CHF ; Autriche 2,5M EUR et Monaco : 0,3M EUR)</li> <li>- Près de 14 millions EUR de contribution nationale.</li> </ul>
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	Nombreux bénéficiaires : établissements de formation, FAFPA, ministères, collectivités territoriales etc. Les bénéficiaires finaux de l'APOSE sont les jeunes (15-24 ans), les filles et les femmes (plusieurs dizaines de milliers).
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
<b>Ancrage et relation institutionnels</b>	Ancrage fort au MSJE, maîtrise d'ouvrage.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
Remarques	
<b>Défis exprimés</b>	Besoin de renforcer le dialogue stratégique entre partenaires de développement, notamment à travers les CSD.
Contacts	
<b>Point focal</b>	Responsable de Programme, DOHOGNE Pierre Henri Assistent Technique et Point Focal jeunesse, FAYAMA Drissa
<b>Contact</b>	pierrehenri.dohogne@luxdev.lu drissa.fayama@luxdev.lu

<b>Agence Française de Développement (AFD)</b>	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Formation professionnelle</b>	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux - Maisons Familiales Rurales (MFR)</li> <li>- Transitions agroécologiques et résilience des territoires ruraux</li> <li>- L'agroécologie pour la souveraineté alimentaire et la résilience climatique</li> <li>- Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux de l'Est II</li> <li>- Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire</li> <li>- RH Excellence en Afrique</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux - Maisons Familiales Rurales (MFR)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des MFR : étude d'impact, dispositif d'accompagnement des jeunes, partenariats et modèles économiques renforcés.</li> </ul> <p><b>Transitions agroécologiques et résilience des territoires ruraux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de 'Vétérinaires et Agronomes Sans Frontières'</li> <li>- Renforcement de l'écosystème local : organisations paysannes, ONG, TPME</li> <li>- Formations visant à soutenir la transition agroécologique, l'amélioration de la sécurité alimentaire, des revenus, de l'emploi et sensibilisation</li> </ul> <p><b>L'agroécologie pour la souveraineté alimentaire et la résilience climatique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les acteurs engagés en agroécologie se renforcent et se multiplient</li> <li>- Les acteurs engagés en agroécologie contribuent à la recherche-action et à l'évaluation des impacts de l'agroécologie</li> <li>- Les réseaux nationaux se dynamisent, capitalisent, portent des actions communes et participent au déploiement du réseau ouest-africain</li> </ul> <p><b>Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux de l'Est II</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations courtes techniques et qualifiantes : champ-école pratique, agroécologie, agropastoralisme et métiers connexes de l'agriculture</li> </ul> <p><b>Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir et développer les alternatives basées sur l'agroécologie paysanne et la gouvernance démocratique des ressources locales</li> <li>- Démontrer leur efficacité économique et co-bénéfices environnementaux, politiques et sociaux (dimension suivi-évaluation et capitalisation)</li> <li>- Diffuser/partager auprès de la société civile, acteurs institutionnels, citoyens, politiques (dimension plaidoyer, sensibilisation et mise en réseau)</li> </ul> <p><b>Favoriser la transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation et accompagnement dans la commercialisation, la promotion et la distribution</li> <li>- Appui à la transition agroécologique et à la démarche qualité, sensibilisation</li> </ul> <p><b>RH Excellence en Afrique</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à la structuration des activités de l'association REA dans sa capacité de pilotage et d'animation du programme REA</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux - Maisons Familiales Rurales : 2019-2022</li> <li>- Transitions agroécologiques et résilience des territoires ruraux : 2021-2025</li> <li>- L'agroécologie pour la souveraineté alimentaire et la résilience climatique : 2020-2023</li> <li>- Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux de la région de l'Est II : 2022 :2024</li> <li>- Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire : 2018-2022</li> <li>- Favoriser la transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires : 2021 - 2024</li> <li>- RH Excellence en Afrique : 2017- en cours</li> </ul>
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux - Maisons Familiales Rurales : territoire national</li> <li>- Transitions agroécologiques et résilience des territoires ruraux : territoire national</li> <li>- L'agroécologie pour la souveraineté alimentaire et la résilience climatique : territoire national</li> <li>- Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux de l'Est II : Région de l'Est</li> <li>- Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire : territoire national</li> <li>- Favoriser la transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires : Territoire national</li> <li>- RH Excellence en Afrique : territoire national</li> </ul>
<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux - Maisons Familiales Rurales : 3 millions EUR répartis entre 9 pays</li> <li>- Transitions agroécologiques et résilience des territoires ruraux : 16 millions d'EUR répartis entre une quinzaine de pays.</li> <li>- L'agroécologie pour la souveraineté alimentaire et la résilience climatique : Plus d'1,1 million EUR répartis entre 3 pays</li> <li>- Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux de l'Est II : 5 millions EUR</li> <li>- Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire : près de 12 millions EUR répartis entre 14 pays</li> <li>- Favoriser la transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires : 3,6 millions EUR répartis entre 5 pays</li> <li>- RH Excellence en Afrique : 1,5 million EUR</li> </ul>
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi (en particulier agricole)</b>	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'entrepreneuriat avec le concept initiative</li> <li>- SECURAGRI</li> <li>- Organisations professionnelles agricoles, levier de développement des économies rurales - transfert 2 &amp; 3</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solution d'irrigation solaire améliorée</li> <li>- Projet Petite Irrigation dans le Grand Ouest plus (PIGO +)</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Développer l'entrepreneuriat avec le concept initiative</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A travers Entrepreneurs du Monde au Burkina Faso, renforcer l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat</li> <li>- Apporter un soutien direct à l'entrepreneuriat à travers des prêts d'honneurs notamment</li> </ul> <p><b>SECURAGRI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer de façon durable la disponibilité des produits agricoles (aménagement de terres dégradés, promotion de pratiques agroécologiques, structuration de filières d'intrants durables)</li> <li>- Renforcer la résilience des populations vulnérables y compris les personnes déplacées et leurs familles d'accueil</li> <li>- Renforcer la compétitivité des filières agricoles</li> </ul> <p><b>Organisations professionnelles agricoles (OPA), levier de développement des économies rurales - transfert 2 &amp; 3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les services agricoles des OPA aux producteurs</li> <li>- Renforcer la viabilité des OPA</li> <li>- Accompagner l'insertion des jeunes en agriculture</li> </ul> <p><b>Solution d'irrigation solaire améliorée</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui direct à la mise en œuvre de solutions permettant d'améliorer l'accès à l'irrigation : optimisation technique ; accessibilité financière ; maintenance et impact environnemental</li> <li>- Accompagnement continu des bénéficiaires</li> <li>- Renforcement d'acteurs locaux pour améliorer la pérennisation et mise à l'échelle</li> </ul> <p><b>Projet Petite Irrigation dans le Grand Ouest plus (PIGO +)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter durablement les capacités de production agricole grâce à la petite irrigation (bas-fonds inondables, jardins maraichers)</li> <li>- Création de possibilités de transformation et de commercialisation pour les petits agriculteurs</li> <li>- Appui à la planification, la mise en place, la valorisation et la gestion d'aménagements hydro-agricoles et d'infrastructures nécessaires à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles.</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'entrepreneuriat avec le concept initiative : 2017 - en cours</li> <li>- SECURAGRI : 2022 - 2027</li> <li>- Organisations professionnelles agricoles, levier de développement des économies rurales - transfert 2 &amp; 3 : 2018 - 2024</li> <li>- Solution d'irrigation solaire améliorée : 2018 - 2022</li> <li>- Projet Petite Irrigation dans le Grand Ouest plus (PIGO +) : 2021 - 2026</li> </ul>
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'entrepreneuriat avec le concept initiative : territoire national</li> <li>- SECURAGRI : Boucles du Mouhoun, Est</li> <li>- Organisations professionnelles agricoles, levier de développement des économies rurales - transfert 2 &amp; 3 : territoire national</li> <li>- Solution d'irrigation solaire améliorée : territoire national</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet Petite Irrigation dans le Grand Ouest plus (PIGO +) : Sud-Ouest, Cascades, Hauts-Bassins et Est</li> </ul>
<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'entrepreneuriat avec le concept initiative : près d'1 million EUR répartis entre 4 pays</li> <li>- SECURAGRI : prêt 20 millions EUR et 7 millions EUR de subvention</li> <li>- Organisations professionnelles agricoles, levier de développement des économies rurales - transfert 2 &amp; 3 : 4 millions EUR répartis entre 5 pays</li> <li>- Solution d'irrigation solaire améliorée : 700 000 EUR répartis entre 3 pays</li> <li>- Projet Petite Irrigation dans le Grand Ouest plus (PIGO +) : Prêt de 25 millions EUR</li> </ul>
<b>Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement</b>	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- YIKRI à travers le projet 'Incubation d'institutions de microfinance' (régional)</li> <li>- Afric'Innov/Bond'innov/Afidba (régional)</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs des projets</b>	<p><b>'Incubation d'institutions de microfinance' :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'accès à l'offre de microfinance sociale et à de nouveaux services financiers et non financiers en zone rurale de façon prioritaire.</li> <li>- Renforcer les capacités opérationnelles, financières et institutionnelles des programmes partenaires et d'Entrepreneurs du Monde</li> </ul> <p><b>Afric'Innov/Bond'innov/Afidba :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les incubateurs pour les aider à soutenir efficacement les entrepreneurs sur le continent.</li> <li>- Identifier, accompagner et financer des start-up inclusives à dimension sociale.</li> </ul>
<b>Durée des projets</b>	<p>'Incubation d'institutions de microfinance' : 2017 - En cours</p> <p>Afric'Innov/Bond'innov/Afidba : 2016 - En cours</p>
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<p>'Incubation d'institutions de microfinance' : Territoire national</p> <p>Afric'Innov/Bond'innov/Afidba : Territoire national</p>
<b>Budgets</b>	<p>'Incubation d'institutions de microfinance' : 4,5 millions EUR au niveau régional</p> <p>Afric'Innov/Bond'innov/Afidba : plus de 3,5 millions EUR</p>
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage fort au sein de divers ministères en fonction des projets, et relations fluides avec les partenaires nationaux (adaptation des programmes)
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Remarques</b>	
<b>Autres remarques / leçons apprises</b>	L'AFD intervient encore peu dans le Centre et Centre-est, qui sont des régions majeures d'accueil des migrants de retour.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Ali Bicarima, Chargée de programme
<b>Contact</b>	alib@afd.fr



## Fiche Acteur 3 : Expertise France

Expertise France	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
Formation professionnelle	
<b>Nom des projets</b>	Territoires créateurs d'emplois
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'employabilité des jeunes et des femmes par une meilleure orientation, formation et accompagnement dans l'emploi.</li> <li>- Renforcer les capacités des OSC, des collectivités locales et le ministère de la Jeunesse en matière de conception, mise en œuvre et évaluation de projets de formation professionnelle et d'appui à la création d'entreprises, ainsi qu'en matière de régionalisation de ces initiatives</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	2018-2022
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Boucles du Mouhoun, Nord et Sahel
<b>Budget</b>	5 millions EUR
Entrepreneuriat et auto-emploi	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation</li> <li>- Programme d'appui au développement d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi des populations locales et déplacées du Centre-Nord</li> <li>- Renforcer la cohésion sociale entre populations déplacées et populations locales du Centre-Nord par une animation socioculturelle active</li> </ul> <p><b>Programme d'appui au développement d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès au financement et au marché des petites et moyennes entreprises, surtout celles gérées par des femmes</li> <li>- Renforcer les capacités en gestion de ces entreprises</li> <li>- Renforcer les compétences des Conseils régionaux dans la mise en place et la gestion de dispositifs d'accompagnement et de développement des entreprises locales.</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	<p>Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation : 2020 - 2022</p> <p>Programme d'appui au développement d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes : 2022 - 2023</p>
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<p>Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation : Centre Nord</p> <p>Programme d'appui au développement d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes : Nord et Sahel</p>

<b>Budget</b>	Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation : 8 millions EUR Programme d'appui au développement d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes : 650 000 EUR minimum
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage au sein de divers ministères et des collectivités locales afin d'assurer la durabilité et l'appropriation locale des interventions.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	L'instabilité politique et la situation sécuritaire complexifient les rapports avec les autorités locales, lesquels constituent des partenaires clés d'Expertise France.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Amel Kaidi, responsable du programme Emploi et Formation au Burkina Faso
<b>Contact</b>	Fixe : +226 25 49 06 31. Mob : +226 76 51 29 47/ 78 04 56 87 amel.kaidi@expertisefrance.fr

## Fiche Acteur 4 : Coopération suisse

Coopération suisse	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
Formation professionnelle	
<b>Nom des projets</b>	Programme d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (PAFPA)
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Développement et mise en œuvre des dispositifs de formation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation professionnelle de 8 000 jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et les métiers émergents (mines, énergie solaires, BTP et agroalimentaire)</li> <li>- 1 000 formateurs formés, formateurs endogènes et tuteurs/maîtres d'apprentissage</li> </ul> <p><b>Appui au développement des ressources formatives et d'insertion :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cinq dispositifs de formation (centres de formation publics et privés, entreprises formatrices) sont développés pour les formations et l'apprentissage de type dual</li> <li>- Des mécanismes d'appui aux entreprises formatrices et à l'insertion professionnelle des apprenants sont mis en place</li> <li>- Dix référentiels de formation sont élaborés par les acteurs de la FP sur des métiers prioritaires identifiés, et sont diffusés</li> <li>- Un cadre de concertation du secteur privé est fonctionnel</li> <li>- Appui au développement des ressources formatives et d'insertion (apprentissage de type duale ou alterné)</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	2018 - 2023
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Territoire national. Toutefois seuls des centres de formation du Centre-Sud, Boucle du Mouhoun, Centre, Hauts-Bassins, Cascades, Centre-Ouest ont été soutenus.
<b>Budget</b>	5,2 millions CHF
Entrepreneuriat et auto-emploi	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole</li> <li>- Programme de valorisation du potentiel agro-pastoral</li> <li>- Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL)</li> </ul>

<p><b>Résumé des principaux objectifs du programme</b></p>	<p><b>Programme d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole</b> : projet de 12 ans avec 3 phases de 4 années chacune. Il vise l'insertion économique de 12 000 femmes et 14 000 jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les micros, petites et moyennes entreprises agricoles ont un meilleur accès aux services d'appui aux entreprises, renforcent leurs compétences et compétitivité</li> <li>- Les micros, petites et moyennes entreprises agricoles accroissent leurs capacités d'investissement et leur rentabilité grâce à un meilleur accès aux marchés et aux services financiers innovants et adaptés</li> <li>- Des conditions cadres (droits de douane, taxes, quota d'exportation, normes, etc.) favorables au développement pérenne de l'entrepreneuriat agricole en milieu rural et péri-urbain existent grâce à la concertation et au plaidoyer des acteurs privés et publics du secteur agricole.</li> </ul> <p><b>Programme de valorisation du potentiel agro-pastoral</b> : projet de 12 ans avec 3 phases de 4 années chacune.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien aux communes pour améliorer la productivité agricole, la réalisation d'aménagements agropastoraux inscrits dans les plans communaux de développement</li> <li>- Soutien à la transformation et la commercialisation des produits agricoles selon une approche régionale : l'objectif est de diversifier le marché et de mieux structurer l'appui au secteur privé agricole, stimulant l'entrepreneuriat</li> <li>- Soutien aux jeunes porteurs de projets innovants et structurants, pour leur insertion professionnelle dans les métiers agricoles et connexes.</li> </ul> <p><b>Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à l'accroissement de la production, de la consommation et à la résilience des populations face aux chocs exogènes</li> <li>- Améliorer la compétitivité et l'accès aux marchés des entreprises</li> <li>- Accompagner les institutions publiques dans la gestion durable des ressources forestières</li> </ul>
<p><b>Durée du projet</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole : 2018 – 2031. Première phase 2019 – 2023.</li> <li>- Programme de valorisation du potentiel agro-pastoral : 2015 – 2027 : deuxième phase 2019 – 2022.</li> <li>- Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) : troisième phase 2021 - 2024</li> </ul>
<p><b>Zone(s) géographique(s)</b></p>	<p>Programme d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole : Nord, Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Centre</p> <p>Programme de valorisation du potentiel agro-pastoral : Est</p> <p>Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) : Nord, Centre-Nord, Sud-Ouest, Centre-Ouest et Sahel</p>

<b>Budget</b>	<p>Programme d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat Agricole : 10 millions de francs suisses pour la première phase</p> <p>Programme de valorisation du potentiel agro-pastoral : 10 millions de francs suisses pour la deuxième phase</p> <p>Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) : près de 10 millions de francs suisse pour la troisième phase</p>
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage auprès de collectivités locales et du ministère de l'agriculture pour les projets d'entrepreneuriat et auprès du ministère de la jeunesse pour le PAFPA.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Remarques</b>	
<b>Autres remarques / leçons apprises</b>	La coopération suisse est en phase de réflexion sur son prochain cycle de programmation.
<b>Contacts</b>	
<b>Point focal</b>	Damase ZOURE, Chargé de Programme Formation Professionnelle
<b>Contact</b>	damase.zoure@eda.admin.ch

## Fiche Acteur 5 : GIZ

GIZ	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Formation professionnelle</b>	
<b>Nom des projets</b>	Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (ProEmploi) <i>ATVET for Women</i> ProCIV (Centres d'Innovations Verts du secteur agro-alimentaire)
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (ProEmploi)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer les programmes de formations professionnelle dans les filières porteuses</li> <li>- Appui au MPME et aux starts up : Avec la MEB, formation de <i>business coach</i> qui accompagnent des entreprises grâce à l'outil SME Loop et les accompagnent dans l'incubation.</li> <li>- Mise en relation entre chercheurs d'emploi et entreprises : Mise en place des plateformes physique avec les associations de jeunes pour créer des espaces d'échange et d'information sur les opportunités d'emploi.</li> </ul> <p><b>ATVET for Women</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de la formation en cours d'emploi dans le cadre d'offres de formation formelles</li> <li>- Mesures de formation informelles axées sur l'emploi</li> <li>- Coopération entre les prestataires de formation et le secteur privé</li> </ul> <p><b>ProCIV (Centres d'Innovations Verts du secteur agro-alimentaire)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des chaînes de valeur du riz et du sésame</li> <li>- Partenariats Public-Privé</li> <li>- Promotion de liens commerciaux entre les agriculteurs, commerçants locaux et transformateurs</li> <li>- Formation et renforcement des capacités d'innovation</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (ProEmploi) : 2020 - 2024 <i>ATVET for Women</i> : 2017 - 2022 ProCIV (Centres d'Innovations Verts du secteur agro-alimentaire) : 2014 - 2024
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (ProEmploi) : inconnu <i>ATVET for women</i> : inconnu ProCIV (Centres d'Innovations Verts du secteur agro-alimentaire) : Sud-Ouest, Cascades Hauts-Bassins, Boucles du Mouhoun
<b>Budget</b>	Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (ProEmploi) : inconnu <i>ATVET for women</i> : inconnu ProCIV (Centres d'Innovations Verts du secteur agro-alimentaire) : 39,5 millions EUR
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	

<p><b>Nom des projets</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme de Développement de l'Agriculture (PDA)</li> <li>- <i>Soil Protection and Rehabilitation of Degraded Soil for Food Security (ProSoil)</i></li> <li>- <i>Market-Oriented Value Chains for Jobs &amp; Growth in the ECOWAS Region (MOVE)</i></li> </ul>
<p><b>Résumé des principaux objectifs du programme</b></p>	<p><b>Programme Développement de l'Agriculture (PDA) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les compétences nationales sont renforcées pour la mise en place des réformes soutenant l'amélioration des performances des exploitations agricoles et des PME de transformation des filières du riz et du manioc.</li> <li>- L'offre de prestations de services est élargie et les services financiers et non financiers sont adaptés pour répondre aux besoins des acteurs</li> <li>- Amélioration des produits et processus de production (formations, bonne pratiques, modèle d'affaire)</li> </ul> <p><b><i>Soil Protection and Rehabilitation of Degraded Soil for Food Security (ProSoil)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de la gestion durable des terres en impliquant les petits producteurs qui recevront des formations en pratiques agroécologiques</li> <li>- Renforcement des capacités nationales pour l'amélioration du cadre de gouvernance sur la gestion durable des terres.</li> </ul> <p><b><i>Market-Oriented Value Chains for Jobs &amp; Growth in the ECOWAS Region (MOVE)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la durabilité économique et environnementale des systèmes agricoles à travers les bonnes pratiques au sein des filières riz et anacarde</li> <li>- Inclusion des jeunes et des femmes</li> <li>- Conseil stratégique : consolidation de la coopération public-privé dans l'élaboration des politiques pour réduire les barrières commerciales régionales</li> </ul>
<p><b>Durée du projet</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme Développement de l'Agriculture (PDA) : 2019 - 2022</li> <li>- <i>Soil Protection and Rehabilitation of Degraded Soil for Food Security (ProSoil)</i>: 2014 – 2025</li> <li>- <i>Market-Oriented Value Chains for Jobs &amp; Growth in the ECOWAS Region (MOVE)</i>: 2022 - 2025</li> </ul>
<p><b>Zone(s) géographique(s)</b></p>	<p>Programme Développement de l'Agriculture (PDA) : Est, Sud-Ouest, Hauts-Bassins, Cascades et Centre-Est</p>
<p><b>Budget</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme Développement de l'Agriculture (PDA) : 7,6 millions EUR</li> <li>- <i>Soil Protection and Rehabilitation of Degraded Soil for Food Security (ProSoil)</i> : non communiqué</li> <li>- <i>Market-Oriented Value Chains for Jobs &amp; Growth in the ECOWAS Region (MOVE)</i> : non communiqué</li> </ul>
<p><b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b></p>	
<p><b>Ancrage institutionnels</b></p>	<p>Ancrage fort auprès du ministère de l'agriculture pour tous les projets mis en œuvre.</p>



<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Remarques</b>	
<b>Autres remarques / leçons apprises</b>	La GIZ est un acteur de premier plan dans les domaines du développement rural et de la formation agricole.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	YEYE Abdoulaye, chargé programmes Formation Professionnelle pour les jeunes
<b>Contact</b>	abdoulaye.yeye@giz.de

## Fiche Acteur 6 : Groupe Banque mondiale

<b>Banque Mondiale</b>	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Formation professionnelle</b>	
<b>Nom des projets</b>	<p>Le grand Projet d'Emploi des Jeunes et de Développement des Compétences (PEJDC) s'est terminé en 2019.</p> <p>Un projet d'appui à l'entrepreneuriat, au développement des compétences et à l'adoption technologique est en phase d'élaboration. Validation prévue en fin d'année 2022.</p>
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	
<b>Nom des projets</b>	<p>Projet d'Urgence de Développement territorial et de résilience</p> <p>Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PRéCA)</p> <p>Projet d'appui au secteur de l'élevage au Burkina Faso</p> <p>Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel, phase 2</p>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p>Projet d'Urgence de Développement territorial et de résilience :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès amélioré aux services sociaux de base</li> <li>- Améliorer la connectivité physique et virtuelle et la résilience urbaine</li> <li>- Rétablissement et renforcement économique à l'échelle communautaire</li> </ul> <p>Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PRéCA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter la productivité agricole</li> <li>- Améliorer la compétitivité et l'accès aux marchés</li> <li>- Promouvoir le développement du secteur agroalimentaire par le secteur privé</li> </ul> <p>Projet d'appui au secteur de l'élevage au Burkina Faso</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'accès aux services et intrants pour l'élevage</li> <li>- Développement des chaînes de valeur d'élevage</li> </ul> <p>Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel, phase 2</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la santé animale et contrôle des médicaments vétérinaires</li> <li>- Gestion et gouvernance durables des paysages</li> <li>- Amélioration des chaînes de valeur du bétail</li> <li>- Amélioration de l'inclusion sociale et économique des femmes et des jeunes</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	<p>Projet d'Urgence de Développement territorial et de résilience : 2021-2025</p> <p>Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PRéCA) : 2019-2025</p> <p>Projet d'appui au secteur de l'élevage au Burkina Faso : 2018-2022</p> <p>Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel, phase 2 : 2022-2027</p>

<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<p>Projet d'Urgence de Développement territorial et de résilience : Boucles du Mouhoun, Est, Centre-est</p> <p>Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PRéCA) : Cascades, Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins et Nord</p> <p>Projet d'appui au secteur de l'élevage au Burkina Faso : Territoire national</p> <p>Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel, phase 2 : Toutes les zones frontalières</p>
<b>Budget</b>	<p>Projet d'Urgence de Développement territorial et de résilience : 350.00 millions USD</p> <p>Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PRéCA) : 261 millions USD dont 200 millions de crédit de la Banque mondiale.</p> <p>Projet d'appui au secteur de l'élevage au Burkina Faso : 78 millions USD</p> <p>Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel, phase 2 : 375 millions USD répartis entre 6 pays.</p>
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage institutionnel fort auprès des divers ministères chefs de file : agriculture en particulier.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès aux services financiers.
<b>Remarques</b>	
<b>Défis exprimés</b>	N/A
<b>Autres remarques / leçons apprises</b>	La banque mondiale traite de l'emploi de manière transversale à travers divers projets et est un acteur clé du renforcement du secteur privé, notamment en milieu rural.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Maimouna M. Fam, responsable des opérations au Burkina Faso
<b>Contact</b>	mfam@worldbank.org

## Fiche Acteur 7 : Banque Africaine de Développement

<b>BAD</b>	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Formation professionnelle</b>	
<b>Nom des projets</b>	Projet d'appui à l'emploi des jeunes (PADEJ) Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé pour la REDD+
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p>PADEJ :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dans l'agriculture et l'agribusiness</li> <li>- Développement des compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux</li> </ul> <p>Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé pour la REDD+ :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plantation de 25 000 ha d'anacardes en agroforesterie</li> <li>- Mise à niveau et construction de 10 unités de transformation d'anacardes et de mangues</li> <li>- Aménagement de 10 centres de cuisson et de décorticage pour les femmes</li> <li>- Encadrement de 540 producteurs(trices) et 540 femmes transformatrices respectivement sur les bonnes pratiques de production et de transformation ainsi que de 60 coopératives et GIE.</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	PADEJ : 2018-2024 Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé pour la REDD+ : 2017-2023
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	PADEJ : Nord, Centre Nord, Boucle du Mouhoun et Centre Ouest Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé pour la REDD+ : Cascades, des Hauts Bassins et du Sud-Ouest
<b>Budget</b>	PADEJ : 10,3 millions USD Projet d'appui au développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé pour la REDD+ : 1 million USD
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	
<b>Nom des projets</b>	Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des infrastructures rurales</li> <li>- Développement des chaînes de valeur et des marchés régionaux</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	2014 - 2023
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Boucles du Mouhoun, Centre, Plateau central, Centre-Sud, Centre-Ouest, Sahel
<b>Budget</b>	Inconnu

<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage institutionnel fort auprès des divers ministères chefs de file : agriculture et jeunesse en particulier.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès aux services financiers.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Diawara, Mouna, chargée de programme pays
<b>Contact</b>	M.O.DIAWARA@afdb.org

## Fiche Acteur 8 : Coopération autrichienne (ADA)

Coopération autrichienne (ADA)	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Formation professionnelle</b>	
<b>Nom des projets</b>	TUUMA : Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du Burkina Faso
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter les opportunités économiques et les revenus des jeunes et des femmes dans le domaine des activités génératrices de revenus et l'emploi en milieu rural à travers la promotion de l'entrepreneuriat</li> <li>- Renforcer la capacité de résilience des acteurs locaux (autorités locales, OP, Associations, OSC, services déconcentrés de l'Etat) et améliorer leur capacité de soutien aux activités économiques des jeunes et des femmes.</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	2017 - 2023
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Boucle du Mouhoun, Cascades, Hauts-Bassins et Sahel
<b>Budget</b>	10 Millions EUR
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme multi-acteurs d'appui à l'entrepreneuriat agro-sylvo-pastoral des jeunes - phase 2</li> <li>- Projet d'irrigation localisée et de résilience agricole</li> <li>- Développement économique des femmes par l'innovation dans l'anacarde</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Programme multi-acteurs d'appui à l'entrepreneuriat agro-sylvo-pastoral des jeunes - phase 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer et mettre en œuvre les plans de formation des bénéficiaires</li> <li>- Subventionner les micro-projets d'entreprises et/ou des équipements de production, transformation et marketing</li> <li>- Soutenir les femmes dans le développement de leurs business plans et leurs mise en œuvre à travers des structures de financement (Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes)</li> <li>- Soutenir l'accès des femmes aux titres fonciers et le renforcement des coopératives</li> </ul> <p><b>Projet d'irrigation localisée et de résilience agricole :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de l'agriculture irriguée durable (modernisation en prenant les aspects genre et climat en compte)</li> <li>- Développement des compétences professionnelles des femmes productrices et amélioration de l'accès aux marchés (services financiers, intrants, conseil technique, etc.)</li> </ul> <p><b>Développement économique des femmes par l'innovation dans l'anacarde :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des femmes productrices (entrepreneuriales, commerciales, organisationnelles et en gestion financière)</li> <li>- Promotion de pratiques agroécologiques sensibles au climat et diversification de la production</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités techniques de transformation, notamment de stockage</li> <li>- Amélioration de l'accès aux marchés</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme multi-acteurs d'appui à l'entrepreneuriat agro-sylvo-pastoral des jeunes - phase 2 : 2020-2023</li> <li>- Projet d'irrigation localisée et de résilience agricole : 2019-2022</li> <li>- Développement économique des femmes par l'innovation dans l'anacarde : 2019-2023</li> </ul>
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme multi-acteurs d'appui à l'entrepreneuriat agro-sylvo-pastoral des jeunes - phase 2 : Boucle du Mouhoun, Centre sud, Est, Nord</li> <li>- Projet d'irrigation localisée et de résilience agricole : Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins, Nord, Centre Ouest</li> <li>- Développement économique des femmes par l'innovation dans l'anacarde : Cascades et Hauts Bassins</li> </ul>
<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme multi-acteurs d'appui à l'entrepreneuriat agro-sylvo-pastoral des jeunes - phase 2 : 1,25 million EUR</li> <li>- Projet d'irrigation localisée et de résilience agricole : près de 2 millions EUR</li> <li>- Développement économique des femmes par l'innovation dans l'anacarde : 845 000 EUR</li> </ul>
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Divers ancrages institutionnels en fonction des projets : collectivités territoriales, ministère de la jeunesse et ministère de l'agriculture
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Chargé de programme TUUMA
<b>Contact</b>	john.buchwalder@ada.gv.at

ENABEL	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	
<b>Nom des projets</b>	Appui au développement d'un entrepreneuriat inclusif et durable dans la région du Centre-Est
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p>Le tissu des petites et moyennes entreprises est dynamisé et mieux structuré autour des opportunités émergentes dans les secteurs porteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de semences améliorées dans les chaînes de valeur prioritaires</li> <li>- Projet Filières - Des produits de qualité destinés au marché local : manioc, arachide et maïs</li> <li>- Production et Transformation pour une Résilience Economique des Femmes et des Jeunes (PTRE-FJ)</li> <li>- Projet de développement de l'économie verte dans la région du Centre-Est « D-ECOVERTE »</li> <li>- La Voûte Nubienne : un habitat à faible impact environnemental</li> </ul> <p>L'offre de services financiers et non financiers pour la création et le développement des entreprises est diversifiée et améliorée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'amélioration de la compétitivité des entreprises rurales et urbaines du Centre-Est et la création d'emplois décents, inclusifs et durables</li> <li>- Projet d'appui à l'insertion des jeunes de la région du Centre-Est</li> <li>- Projet d'Appui à l'autonomisation socio-économique des jeunes</li> <li>- Projet de pérennisation du Centre d'Incubation féminin en entrepreneuriat agricole</li> <li>- Projet de développement de l'entrepreneuriat et appui au développement du secteur informel dans la région du Centre-Est</li> <li>- Projet de renforcement des compétences entrepreneuriales et managériales des PME au Burkina Faso</li> </ul> <p>L'environnement des affaires est favorable au développement des entreprises dans la région :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurisation foncière et développement inclusif de la région du Centre-Est</li> </ul> <p>L'accès des acteurs économiques de la région aux investissements structurants est amélioré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation et intermédiation sociales pour une réalisation et gestion durables des infrastructures économiques dans la région du Centre-Est</li> <li>- Projet de désenclavement des bassins de production</li> <li>- Promotion de l'employabilité, la cohésion, l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes de la région du Centre-Est</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	2019-2023



<b>Zone(s) géographique(s)</b>	Centre-Est et Est
<b>Budget</b>	20,4 millions EUR
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage institutionnel fort au niveau régional auprès des autorités déconcentrées et des collectivités, mais également auprès d'agences telles que la Maison de l'Entreprise ou l'ANPE.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers dans la région du Centre-Est.
<b>Remarques</b>	
<b>Autres remarques / leçons apprises</b>	Dans le contexte local particulièrement instable, l'intervention d'ENABEL s'est peu à peu orientée vers la résilience socio-économique par rapport à la croissance et compétitivité des PME rurales.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Intervention Manager Entrepreneuriat, VANDERSMISSEN Julie
<b>Contact</b>	Julie.vandersmissen@enabel.be

SNV	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Africa Biodigesteur Component Sahel</li> <li>- <i>Carbon Initiative for Development (Ci-Dev)</i></li> <li>- Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel</li> <li>- Programme 2SCALE</li> <li>- Weoog Paani : Projet de Gouvernance Locale des Ressources Forestières</li> <li>- Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel</li> <li>- Résilience communautaire dans le secteur agro-sylvo-pastorale (RESCOM)</li> <li>- MoDHEM</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Africa Biodigesteur Component Sahel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'installation chez les ménages agro-pastoraux de biodigesteurs, à travers le développement du marché</li> <li>- Création d'une facilité pour le financement des entreprises dans le secteur</li> </ul> <p><b><i>Carbon Initiative for Development (Ci-Dev)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien au Programme National de Biodigesteurs du Burkina Faso (PNB-BF)</li> <li>- Appui aux ménages afin que ceux-ci développent un mode de cuisson propre et génèrent des revenus liés à la vente de crédits carbone au profit du PNB-BF</li> </ul> <p><b>Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des institutions et acteurs locaux</li> <li>- Promotion des entreprises plus inclusives</li> <li>- Appui à la mise en place des infrastructures agricoles</li> </ul> <p><b>Programme 2SCALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Incubation agribusiness et accélération dans plusieurs chaînes de valeur (riz, tomates, oignons, soja, maïs, manioc, arachide, et volaille locale)</li> <li>- Cartographie des chaînes de valeurs et mise en relation avec les attentes des jeunes</li> <li>- Coaching et appui à l'accès aux financements</li> </ul> <p><b>Weoog Paani : Projet de Gouvernance Locale des Ressources Forestières</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir un environnement politique et un cadre institutionnel favorable à la gouvernance locale des ressources forestières</li> <li>- Renforcer les potentialités de production et de préservation des espaces forestiers et l'adaptation des communautés aux changements climatiques</li> <li>- Accroître les revenus des acteurs en développant un système de marché durable et résilient (structuration des entreprises forestières villageoises, mise en réseau, amélioration de la qualité des produits et communication)</li> </ul> <p><b>Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la gouvernance organisationnelle et rendre l'environnement politique et juridique plus favorable aux spécificités du pastoralisme</li> <li>- Soutenir la viabilité économique et sociale du pastoralisme</li> </ul> <p><b>RESCOM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle</li> <li>- Reconstituer les moyens d'existence des populations résidentes et des PDI</li> <li>- Augmenter les revenus des populations par la promotion d'emplois ruraux et l'accès aux marchés</li> <li>- Renforcer la cohésion sociale des communautés cibles</li> </ul> <p><b>MoDHEM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la productivité, les revenus, la résilience et la sécurité alimentaire des populations pastorales et agropastorales</li> <li>- Mise en place d'un service numérique spécialisé par lequel les producteurs obtiennent de multiples informations (agrométéorologiques, mercuriales des produits agricoles et d'élevages, sur les infrastructures pastorales) et services (conseils de spécialistes en élevage et en agriculture, finance digitale etc.) dans la langue de leur choix.</li> </ul>
<p><b>Durée des projets</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Africa Biodigesteur Component Sahel : 2022 – 2025</li> <li>- <i>Carbon Initiative for Development (Ci-Dev)</i> : 2017 - 2025</li> <li>- Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel : 2021-2030</li> <li>- Programme 2SCALE : 2019-2023</li> <li>- Weoog Paani : Projet de Gouvernance Locale des Ressources Forestières : 2019-2024</li> <li>- Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel : 2019-2023</li> <li>- RESCOM : 2021 - 2025</li> <li>- MoDHEM : 2020 - 2024</li> </ul>
<p><b>Zone(s) géographique(s)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Africa Biodigesteur Component Sahel : Territoire national</li> <li>- <i>Carbon Initiative for Development (Ci-Dev)</i> : Territoire national</li> <li>- Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel : Boucle du Mouhoun, le Centre-Ouest, l'Est et le Nord</li> <li>- Programme 2SCALE : Territoire national</li> <li>- Weoog Paani : Projet de Gouvernance Locale des Ressources Forestières : Centre-Est, Nord, Est, Centre-Sud</li> <li>- Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel : 3 espaces frontaliers (Kéné Dougou, Liptako Gourma et WAPO)</li> <li>- RESCOM : Nord et Boucles du Mouhoun</li> <li>- MoDHEM : Centre-Sud, des Cascades, du Centre-Ouest et du Sud-Ouest</li> </ul>

<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Africa Biodigesteur Component Sahel : 8,7 millions EUR</li> <li>- <i>Carbon Initiative for Development (Ci-Dev)</i> : 3,5 millions EUR</li> <li>- Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel : 100 millions EUR</li> <li>- Programme 2SCALE : 5 millions EUR</li> <li>- Weoog Paani : Projet de Gouvernance Locale des Ressources Forestières : 3 millions EUR</li> <li>- Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel : 8,6 millions EUR</li> <li>- RESCOM : 6,6 milliards FCFA</li> <li>- MoDHEM : 9 millions EUR</li> </ul>
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	
<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage limité auprès des ministères, SNV travaille surtout au niveau local avec des OSC et ONG.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Remarques</b>	
<b>Autres remarques / leçons apprises</b>	La SNV dispose d'une forte expérience d'intervention en faveur de l'emploi des jeunes, en particulier en milieu rural et agricole et vise à développer ses interventions dans ce domaine.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Stéphane Tuina, directeur adjoint au Burkina Faso
<b>Contact</b>	stuina@snv.org

FIDA	
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Entrepreneuriat et auto-emploi</b>	
<b>Nom des projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles (PAPFA)</li> <li>- Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA-4R)</li> <li>- Projet "Neer Tamba"</li> </ul>
<b>Résumé des principaux objectifs du programme</b>	<p><b>Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles (PAPFA) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la productivité et de la production agricole : accès aux intrants et à du matériel de qualité, conseil agricole, aménagements hydro-agricoles et infrastructures</li> <li>- Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits agricoles : renforcement des organisations de filière et professionnalisation des micro-entreprises rurales</li> </ul> <p><b>Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA-4R) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la productivité et de la production agricole : accès aux intrants, conseils agricoles, soutien à l'innovation et aux infrastructures</li> <li>- Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits agricoles : renforcement des organisations de filière et professionnalisation des micro-entreprises rurales</li> </ul> <p><b>Projet "Neer Tamba" :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Petits aménagements fonciers à l'échelle villageoise</li> <li>- Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions</li> <li>- Structuration et mise en réseau des acteurs</li> </ul>
<b>Durée du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles (PAPFA) :2018-2024</li> <li>- Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA-4R) : 2020-2025</li> <li>- Projet "Neer Tamba" : 2014-2022</li> </ul>
<b>Zone(s) géographique(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles (PAPFA) : Boucle du Mouhoun, des Cascades et des Hauts-Bassins</li> <li>- Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA-4R) : Sud-Ouest, Boucle du Mouhoun, Cascades et Hauts-Bassins</li> <li>- Projet "Neer Tamba" : Nord, Centre-Nord et Est</li> </ul>
<b>Budget</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles (PAPFA) : 73,82 millions USD</li> <li>- Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA-4R) : 130 millions USD (dont 66 millions FIDA et 35 BAD)</li> <li>- Projet "Neer Tamba" : 117,45 millions USD</li> </ul>
<b>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</b>	

<b>Ancrage institutionnels</b>	Ancrage institutionnel fort auprès du ministère de l'agriculture.
<b>Mécanismes de référencement mis en place</b>	Aucun
<b>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</b>	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, le soutien à l'écosystème entrepreneurial et l'accès aux services financiers.
<b>Contacts</b>	
<b>Point(s) focal(aux)</b>	Ann Turinayo, Directeur Pays
<b>Contact</b>	a.turinayo@ifad.org

#### 4. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES

Organisation / Auteur	Date	Titre
<b>FFU</b>	-	Document d'action T05-EUTF-SAH-BF-04 Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso et avenant (2020)
<b>FFU</b>	-	T05-EUTF-SAH-REG-07
<b>FFU</b>	-	Document d'action top up : T05-EUTF-REG-REG-04-03
<b>FFU- ARCHIPELAGO</b>	-	Fiche de présentation du projet Employabilité des jeunes et des femmes dans la filière mangue
<b>FFU-ARCHIPELAGO</b>	-	Fiche de présentation du projet RIPAQUE-BTP
<b>FFU, Caritas, Croix Rouge Espagnole</b>	-	Documents d'action T05-EUTF-SAH-REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest
<b>CCI (ITC)</b>	-	Description de l'action SAH-REG-07-01 : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la Mode, du « lifestyle » et de l'aménagement d'intérieur au Burkina Faso et au Mali.
<b>OIM</b>	2019	Procédures opérationnelles standard pour l'aide au retour volontaire et à la réintégration
<b>OIM</b>	2019	Procédures opérationnelles standard pour l'assistance aux migrants en transit
<b>OIM</b>	2020	Procédures opérationnelles standardisées pour la mise en place d'un mécanisme de transfert monétaire au profit des migrants de retour suite à la crise du Covid-19 au Burkina Faso
<b>MIABE</b>	2020	Note Conceptuelle sur le projet de construction d'un centre d'accueil et de réinsertion pour migrants
<b>OIM</b>	2018	Rapport de démarrage IC UE-OIM
<b>Caritas, Croix Rouge Espagnole</b>	2020	Premiers rapports trimestriels Présentation du projet lors du Comité Technique de Suivi
<b>OIM</b>	2018	Rapport narratif intérimaire à l'Union Européenne – an I
<b>OIM</b>	2018	<i>EU-IOM Joint Initiative's 1st Biannual Report March 2019</i>
<b>OIM</b>	2019	Rapport narrative intérimaire à l'Union Européenne -semestrielle
<b>OIM</b>	2019	Rapport narratif intérimaire à l'Union Européenne – an II
<b>OIM</b>	2020	Rapport narrative intérimaire à l'Union Européenne – an III et annexes
<b>OIM</b>	2019	<i>EU-IOM Joint Initiative's 2nd Biannual Report November 2019</i>
<b>OIM</b>	2020	<i>Assistance to Voluntary and Humanitarian Return, Jan-Jun 2020; Profiles of migrants assisted to return to their country of origin, West and Central Africa</i>
<b>OIM</b>	2020	<i>EU-IOM Joint Initiative's 3rd Biannual Report July 2020</i>

<b>OIM</b>	2020	<i>EU-IOM Joint Initiative's 4th Biannual Report October 2020</i>
<b>OIM</b>	2020	<i>EU IOM Joint Initiative for Migrant Protection and Reintegration: Provision of cash assistance as part of reintegration support during the Covid-19 crisis in the Sahel and Lake Chad region</i>
<b>OIM</b>	2017	Évaluation sur les mouvements migratoires (Phase 1)
<b>OIM</b>	2018	Guide de l'assistance à la réintégration des migrants de retour
<b>OIM</b>	2020 & 2021	<i>Irregular migration routes to Europe : West and Central Africa</i>
<b>OIM</b>	2022	<i>Irregular migration toward Europe: Western Africa- Atlantic route</i>
<b>OIM</b>	2021	<i>Assistance to voluntary and humanitarian return 2017-2021; Profiles of migrants assisted to return to their country of origin, West and Central Africa</i>
<b>OIM (DTM)</b>	2020, 2021 & 2022	Rapports sur les Mobilités au Burkina Faso à l'échelle régionale
<b>OIM</b>	2020	<i>Migration on routes within and from West and Central Africa DTM FMS Data 2019 Migration Protection and Assistance Division (MPA)</i>
<b>OIM</b>	2020	<i>Evaluation on reintegration activities in the Sahel and Lake Chad Region</i>
<b>OIM</b>	2020	L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable au Burkina Faso
<b>OIM</b>	2019	Modèles de plan de réintégration OIM
<b>OIM</b>	2018 2019	Profil des migrants de retour en 2017 et 2018
<b>OIM</b>	2020	<i>Lessons learnt</i> sur l'entrepreneuriat au Burkina Faso
<b>OIM</b>	2020	<i>Lessons learnt</i> sur l'amélioration des compétences et de l'employabilité
<b>OIM</b>	2020	Rapport mission conjointe du CTS à Tenkodogo
<b>OIM</b>	2020	Rapport de la première session du Comité Technique de Suivi du projet
<b>OIM</b>	2019	Rapport final de l'activité de networking et résultats d'enquêtes afférent
<b>OIM</b>	2018	<i>Methodological note: Scoring reintegration sustainability</i>
<b>OIM</b>	2016	Migration au Burkina Faso - Profil migratoire 2016
<b>OIM</b>	2019	Rapport de formation en mécanique et conduite - rapport d'activités du deuxième mois
<b>OIM</b>	2018	Rapport ROM – OIM Burkina Faso
<b>OIM</b>	2020	Migration et Covid-19 en Afrique de l'Ouest et du Centre : Impact du Covid-19 sur les voyageurs dans la région



<b>OIM - Samuel Hall</b>	2018	Cartographie et profil socio-économique des communautés de retour au Burkina Faso : rapport de synthèse
<b>OIM-Samuel Hall- University of Sussex</b>	2020	<i>Mentoring returnees: study on reintegration outcomes through a comparative lens.</i>
<b>Save the Children et Mixed Migration Center</b>	2018	<i>Young and on the move in West Africa</i> ( <a href="https://mixedmigration.org/resource/young-and-on-the-move-in-west-africa/">https://mixedmigration.org/resource/young-and-on-the-move-in-west-africa/</a> )
<b>ICMPD</b>	2016	Enquête sur les politiques migratoires en Afrique de l'Ouest - Deuxième édition
<b>CCI (ITC)</b>	2019	Compte-rendu de l'atelier du Comité Technique National - Burkina Faso du projet de Mode Ethique
<b>CCI (ITC)</b>	2019	Rapport narrative année 2 – projet Mode Ethique Burkina Faso et Mali
<b>CCI (ITC)</b>	2020	Rapport narratif année 3 EFI Burkina Faso – rapport d'avancement du projet
<b>Ministère de l'Economie et des Finances</b>	2013	Plan d'Actions en matière de migration 2014 - 2016
<b>Ministère de l'Economie et des Finances</b>	2013	Stratégie Nationale de Migration 2014 - 2025
<b>OCDE</b>	2018	<i>Identifying the Factors Driving West African Migration</i>
<b>ONEF</b>	2018	Etude sur les créneaux porteurs d'emplois : Région du Centre-Est
<b>ONEF / OIM</b>	2018	Etude sur les créneaux porteurs d'emplois dans la région du Centre-Est du Burkina Faso
<b>UNOCHA</b>	2019	Rapport de situation – Burkina Faso
<b>Zongo Mahamadou</b>	2009	« <i>L'Italian dream</i> : côté cour. L'impact des transferts financiers des émigrés Bissa en Italie sur les villages dans la province Boulgou »
<b>OCDE</b>	2017	Paysage de la migration au Burkina ; Interactions entre politiques publiques, migrations et développement au Burkina Faso
<b>FORIM</b>	2018	Comprendre et promouvoir la contribution de la diaspora dans le développement du Burkina Faso étude de cas sur les organisations diasporiques en France, Italie et Côte d'Ivoire et leur rôle dans la création et la consolidation d'emplois
<b>OIT</b>	2015	Audit institutionnel du dispositif de promotion de l'emploi au Burkina Faso
<b>Gouvernement</b>	2021	Plan National de Développement Economique et Sociale II
<b>Gouvernement</b>	2022	Plan d'action de la transition (PAT) 2022-2025
<b>Présidence du Faso</b>	2022	Projet d'Agenda de la Transition
<b>Présidence du Faso</b>	2022	Charte de la Transition
<b>Ministère des Enseignements secondaires, supérieur et de la Recherche scientifique</b>	2008	Politique nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels

<b>Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle</b>	2017	Politique sectorielle Travail, Emploi et Protection Sociale (TEPS) 2018-2027
<b>Ministères de l'enseignement supérieur, de l'éducation Nationale et de la jeunesse</b>	2017	Plan sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) 2017-2030
<b>Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>	2014	Stratégie de Généralisation de la Formation Professionnelle
<b>Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>	2021	Stratégie Nationale de l'Emploi du Burkina Faso 2021-2025
<b>Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>	2021	Stratégie Nationale Intégrée de Transition vers l'Economie Formelle du (SNI-TEF) 2021-2025
<b>Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi</b>	2021	Stratégie Nationale de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes
<b>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</b>	2018	Stratégie Nationale de la Finance Inclusive 2019-2023
<b>Institut supérieur des sciences de la population</b>	2020	Description des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels au Burkina Faso
<b>PEFOP</b>	2016	Diagnostic des freins à l'opérationnalisation des réformes de la politique de formation professionnelle au Burkina Faso
<b>PEFOP</b>	2017	Analyse de la mise en œuvre des réformes de la Formation Professionnelle
<b>ONEF</b>	2017	Etude sur l'insertion du groupe cible sortant des centres de formation professionnelle du ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles et titulaires des titres de qualification professionnelle 2010-2015
<b>ONEF</b>	2022	Etude sur l'insertion professionnelle des sortants des centres de formation professionnelle (ANFP/Centre, CFPI-B, CFPRZ et CEFPO)
<b>APOSE</b>	2019	Document Technique et Financier Appui à la Politique Sectorielle de l'EFTP 'APOSE'
<b>OIT</b>	2019	<i>State of Skills</i>
<b>OIT</b>	2020	Etude pour l'élaboration d'un modèle d'apprentissage de qualité pour le Burkina Faso
<b>Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan</b>	2021	Rapport annuel sur l'Inclusion Financière au Burkina Faso (2020)

<b>Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective</b>	2021	Annuaire statistique 2020 de l'Inclusion financière au Burkina
<b>BCEAO</b>	-	Annuaire des technologies financières (FINTECH) dans l'UEMOA – année 2020
<b>Union Européenne, Délégation au Burkina Faso</b>	2018	<i>Job and Growth Compact</i> pour le Burkina Faso
<b>Groupe Banque Mondiale</b>	2020	<i>Creating markets in Burkina Faso, Country private sector diagnostic</i>
<b>OIT</b>	2020	Dix ans d'intervention en faveur de l'emploi des jeunes au Burkina Faso : quels enseignements ?
<b>Inter-Réseaux, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation</b>	2021	Le secteur privé dans les filières agro-alimentaires au Burkina Faso : Etat des lieux des acteurs et des appuis
<b>Ministère de l'Agriculture</b>	2021	Plan stratégique de développement des centres de promotion rurale (CPR) 2022-2026
<b>Ministère de l'Agriculture</b>	2022	Etude diagnostique pour l'autonomisation des Centres de Promotion Rurale (CPR)
<b>Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi</b>	2021	Annuaire statistique 2020 du ministère de la jeunesse, de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi
<b>ENABEL</b>	2021	Etude emploi-formation dans la région du Centre-Est, Burkina Faso
<b>ENABEL</b>	-	Appui au Développement d'un entrepreneuriat inclusif et durable dans la région du Centre-Est
<b>Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle &amp; Cabinet ACID</b>	2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude d'évaluation du fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA)</li> <li>- Etude d'évaluation du fonds d'Appui au Secteur Informel</li> <li>- Etude d'évaluation du fonds aux Initiatives de la Jeunesse (FAIJ)</li> <li>- Etude d'évaluation et d'impact du fonds d'appui à la promotion de l'emploi (FAPE)</li> </ul>
<b>ADA</b>	2018	Etude de la formation professionnelle duale au Burkina Faso